

Nouveau Souf FLE

Semestriel de FLECI n°9
Avril 2021



DOSSIER

INTERROGER L'ÉGALITÉ DES SEXES

SUR LE CHEMIN DE NOS ACTIVITÉS

**LES CLASSES HYBRIDES
PRINTEMPS AU FLECI**

Nouveau SoufFLE c'est...

UN ESPACE DE RÉFLEXION CONTINUE ENTRE LES APPRENANTS ET LES FORMATEURS POUR OFFRIR À L'APPRENTISSAGE DE LA LANGUE UN MOUVEMENT ET UNE DYNAMIQUE INTERNE, QUI INVITENT LES CURIOSITÉS À S'EXPRIMER, LA CONNAISSANCE À SE DÉVELOPPER ET L'ALTÉRITÉ À PRENDRE PLACE DANS NOS IMAGINAIRES ET CONSCIENCES.

UNE TRIBUNE QUI ASSOCIE APPRENANTS, EXPERTS ET PERSONNES-RESSOURCES POUR RELIRE L'INTÉGRATION, LA DIVERSITÉ ET LE BIEN-ÊTRE COLLECTIF.

**Nouveau SoufFLE
est diffusé par
Carrefour des Cultures asbl**

Éditeurs responsables :
Khalil NEJJAR
Richard SAKA SAPU

Comité de rédaction :
Khalil NEJJAR
Jean-Marie DELMOTTE
Alice BERTRAND
Olivia OTTE
Esther NAPOLI
Florence DE BLEEKERE
Les membres de FLECI

Ont collaboré :
Noémie KAYAERT
Alice PRIMI
Radouane ATTIYA
Gabriel FIKRI
Bruno DEKREM
Valérie DÉOM
Patricia GRANDCHAMPS
Stéphane HAZÉE

Rédactrice en chef :
Alice BERTRAND

Graphisme :
Jennifer GILLES

Contact :
avenue Cardinal Mercier, 40
5000 Namur, Belgique
info@carrefourdescultures.org
tél. : 081/41 27 51

Sommaire

Édito.....	2
Dossier	3
Aux délices des cultures	58
Regards croisés	61
Ô pays bien aimé.....	65
Sur le chemin de nos activités.....	67
Question d'Altérité	77
Délires en FLE	81

La Turquie se retire de la Convention d'Istanbul et ça, pratiquement tout le monde s'en fout. D'ailleurs c'est quoi cette Convention ? Mais qu'Erdogan, le chantre du patriarcat, joue à la chaise musicale avec Ursula et Charles, ça, ça intéresse tout le monde. Alors reprenons depuis le début.

En 2011 le Conseil de l'Europe propose aux états de ratifier une convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique appelée « Convention d'Istanbul ». C'est le premier instrument juridique contraignant à ce propos en Europe.

La Turquie est parmi les premiers pays à signer la convention en 2012 pour s'en retirer, par décret présidentiel, en mars 2021. Peu de temps après, le président du Conseil et la présidente de la Commission se rendent à Istanbul pour rencontrer le président qui vient de signer le retrait de son pays.

On connaît la suite : un siège pour deux aux côtés de Erdogan, siège que s'est empressé d'occuper Charles Michel, le président du Conseil, laissant Ursula debout et disant « Ehm... » ce qui, en langage diplomatique, signifie désormais : les mecs vous êtes vraiment des... (au choix).

Quoi de neuf dans cet incident appelé depuis le « sofagate » ? Rien si ce n'est qu'il illustre de manière caricaturale la place de la femme dans notre société y compris au plus haut niveau, qu'on a appris que « depuis lors Charles dort mal » mais surtout que, désormais, ce type d'attitude fait l'objet d'une tempête de réactions. Les réseaux sociaux explosent, à juste titre, de critiques à l'égard des deux comparses qui ont relégué Ursula sur un canapé. Le Parlement européen demande des comptes...

Mais, pendant ce temps-là, l'écart salarial sur base du salaire brut entre hommes et femmes au sein de l'Union européenne est de 20,6%. Les écarts de pensions dus notamment à l'incroyable méthode de calcul des années de carrière des travailleuses à temps partiel qui compresse les heures en journées de travail à temps plein, ne cessent de croître. Le temps partiel occupe d'ailleurs 44% des femmes au travail pour seulement 11% des hommes. Ces « travailleuses pauvres » on les retrouve également dans les familles monoparentales dont les femmes représentent 85%.

On aimerait autant - sinon plus - d'empathie en faveur de ces femmes qui luttent au quotidien pour leur simple survie. On aimerait vraiment que tous les réseaux sociaux ou autres, s'enflamment pour leur situation. On est loin du compte...

Il nous semblait de bon ton de le rappeler en exergue de ce numéro 9 de « Nouveau SoufFLE » qui met la femme, toutes les femmes, au centre de ses préoccupations et qui s'interroge sur leur place dans la société.

Jean-Marie Delmotte

INTERROGER L'ÉGALITÉ DES SEXES

FLECI est un espace de formation, d'information et un projet qui associe l'apprentissage du français aux besoins directs des apprenants en mettant la dimension de la citoyenneté et l'approche de l'interculturalité comme leviers du bon usage linguistique et de bonne interaction avec la sphère publique.

Au centre de cette manière de voir et d'agir, les débats de société intéressent notre public et ravivent le réflexe de sa curiosité. C'est dans ce contexte qu'est né « Nouveau SoufFLE », une tribune qui met en exergue les réflexions et échanges contenus dans l'espace FLECI.

Pour ce mois de mars et pour rester en adéquation avec l'événementiel, la « Journée des Nations Unies pour les droits de la femme » a servi de prétexte et de base pour questionner le principe de l'égalité des sexes dans le présent numéro printanier.

Mais la spécificité de notre approche, c'est d'avoir débattu avec nos apprenants FLE des quatre thèmes, l'éducation, la religion, la politique et la transmission, d'avoir recueilli leurs avis, approches et croyances. Ces expressions des apprenants sont, à chaque fois, ponctuées par l'intervention de la formatrice, enrichies par des femmes et des hommes invités à rejoindre notre réflexion. Ce sont les apprenants qui ont confectionné les guides d'entretien avec ces personnes ressources. Malheureusement la situation sanitaire n'a pas permis que ce soient les apprenants qui les rencontrent et les interrogent.

FEMME

ET ÉDUCATION

L'éducation constitue un point axial dans la relation homme-femme. Questionner cette dimension à partir de la spécificité et la diversité des publics apprenants, nous offre, sans aucun doute, des éléments de réponse pour compléter nos approches, satisfaire nos curiosités à l'égard de l'autre éducation et faire évoluer nos imaginaires contre toutes entreprises figées qui freinent la transformation et la progression.

Les échanges contenus dans l'espace animation ont mis en avant les échanges du public apprenant, lesquels ont constitué le fer de lance pour cultiver avec des personnes ayant une certaine expertise, cette partie du dossier dédiée à l'éducation.

« On ne naît pas femme, on le devient »

Simone de Beauvoir

Pour pouvoir constituer cette partie du dossier, nous nous sommes interrogés sur l'éducation que nous donnons aux enfants : donne-t-on la même éducation aux filles et aux garçons ? Nous avons débattu lors d'une animation. Celle-ci a eu lieu dans les groupes de niveau A2. La suite du texte

présente les réflexions et questionnements qui nous ont animés. Nous les avons organisés selon trois espaces « Au fil de l'histoire », « Éducation, sexe, le similaire et le dissemblable » et enfin « Les études ? Plutôt pour les filles ou les garçons ? ».

Au fil de l'histoire

Pour introduire le sujet et mettre en avant le fait que l'égalité entre les sexes est un combat permanent, les apprenants ont dû réfléchir à l'époque à laquelle ont été approuvées certaines lois, certaines mesures de la constitution. Cette partie de l'animation a été réalisée dans les deux groupes. En général, les apprenants ne connaissent pas la réponse, mais les intitulés ont soulevé parfois le débat.

Le premier énoncé concerne l'inscription du principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans la Constitution en 1945 en France et en 2002 en Belgique

Après avoir expliqué les mots « constitution » et « égaux », ce qui étonne les apprenants ici, c'est évidemment le décalage entre la France et la Belgique. Et nous nous demandons à quoi cela est dû, sans pour autant trouver d'explication.

La seconde phrase se réfère à la loi modifiant le régime légal du mariage du couple se mariant sans contrat. Les femmes peuvent alors gérer leurs biens propres et exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari. Ceci date de 1965 en France.



Alfred souligne rapidement que c'est tard. Il ne sait pas ce qu'il en est en Albanie. **Aferdita** explique qu'à sa connaissance, il n'y a pas de loi à ce sujet en Albanie, mais dans les faits, ce sont souvent les hommes qui décident. C'est inscrit dans les mentalités. **Alfred** ajoute que, dans sa famille, les femmes ont toujours travaillé, principalement parce que le contexte économique était difficile.



Siyad explique, qu'en Ethiopie, les femmes travaillent quand le mari est sans emploi.



Pour **Saïda**, le thème est compliqué. Les hommes avaient le pouvoir. Pour elle, le mariage donne aux femmes une meilleure vie qu'avant.



Ardiano ne comprend pas pourquoi il faut procéder à un contrat de mariage. Pour lui, le mariage est une union avec un partenaire pour la vie. Il trouve qu'ici, on se marie pour 5 ou 10 ans et donc, le contrat sert à protéger ses biens.



Ronaldo souligne que, pour lui, ce n'est pas un contrat qui doit décider de ce que le conjoint peut faire. La relation doit être propice à la discussion. Travailler ou ne pas travailler sont des décisions qui doivent être prises en couple.

Nous nous interrogeons ensuite sur la date qui voit apparaître la loi affirmant le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale à l'égard de tous les enfants, quelle que soit la situation des parents (mariés, concubins, divorcés, séparés) en France. Il s'avère que cette loi est promulguée en 1993.

Dans un groupe, tous les apprenants s'accordent sur le fait que le père et la mère doivent décider ensemble pour leurs enfants. Dans l'autre groupe chacun compare avec son pays d'origine.



Aferdita, en Albanie, dit que c'est souvent le père qui décide pour son enfant. **Alfred** ajoute qu'il ne sait pas si une loi régit cette question. Cependant, d'après lui, les enfants parlent plus facilement avec leur mère. Celle-ci va se faire le relais des demandes de l'enfant et le couple va en discuter, pour finalement prendre une décision. C'est ce qu'il applique dans son couple.



Zanele abonde dans ce sens. Au Zimbabwe, d'après la loi, c'est le mari qui exerce l'autorité parentale, mais dans les faits, les décisions concernant les enfants sont concertées dans le couple.

Siyad renchérit. Pour lui aussi, les enfants parlent plus facilement avec leur mère, car elle est toujours avec eux tandis que le père n'est pas toujours présent.

Pour **Alfred**, le fait que les enfants s'ouvrent davantage à leur mère n'est pas forcément le fruit de la présence ou non du père à la maison. Pour lui, c'est naturel, génétique.

Aferdita n'est pas d'accord. Elle explique que quand elle est à la maison, elle parle beaucoup avec ses enfants. Elle a beaucoup de contact avec eux. C'est pour cette raison que les enfants lui expliquent ce qui les préoccupe.

Enfin, est abordée la suppression de l'incapacité civile. Nous découvrons que les femmes peuvent s'inscrire à l'université sans l'autorisation de leur mari en 1938 en France.

Alfred remarque qu'une fille n'est en général pas mariée quand elle étudie à l'université.



Pour **Xhevdet**, ce n'est pas normal que les femmes doivent demander à leur mari. **Mansour** trouve cela bizarre aussi. **Ronaldo** pense que ce ne devrait pas être décidé par une loi.



Zahra explique qu'au Maroc, les femmes ont besoin de l'autorisation de leur mari pour s'inscrire à l'université, même si ce n'est pas la loi.

Pour **Saïda** (de Djibouti), les parents enseignent à leurs filles d'écouter et d'obéir à leur mari, ce n'est pas la loi.

Nous nous demandons alors pourquoi les différents éléments passés en revue doivent être écrits dans des lois.

Dans le premier groupe **Alfred** dit que c'est parce qu'il devait y avoir des problèmes, sinon ce ne serait pas nécessaire.

Dans le deuxième groupe, **Ronaldo** insiste sur le fait que ces lois sont nécessaires, mais elles ne devraient pas l'être. Ce n'est pas normal, pour lui, il y a des personnes qui vivent encore dans le passé.



Pour **Mansour**, il faut écrire des lois quand la société ne marche pas.

Éducation, sexe, le similaire et le dissemblable

Après le premier échange, j'introduis cette question et donne la parole à chacun pour exprimer son opinion. Je repose ensuite la même question après avoir réalisé les activités prévues.

Mansour dit que la femme est la figure principale de l'éducation des enfants et qu'elles ne donnent pas la même chose aux filles et aux garçons. Plus tard, il nuance, dans sa famille, les filles et les garçons ont reçu les mêmes valeurs.

Saïda prend son cas pour exemple et explique qu'elle ne donne pas les mêmes conseils à ses filles et son garçon. Pour elle, ses filles vont se marier et leur mari devra s'occuper d'elles. Par contre, son fils va devoir mener sa vie seul. Elle conseille donc aux garçons de faire leurs études et d'apprendre à être autonomes. Ils doivent apprendre à faire tout, à se débrouiller.

Pour **Ronaldo**, l'éducation des filles et des garçons est différente. On donne beaucoup plus de responsabilités aux garçons, on leur apprend à travailler. On est plus dur avec les garçons. Il ajoute que le facteur de l'appartenance sociale peut être un facteur de différenciation. Pour lui, l'éducation des filles est plus libre dans les familles aisées tandis que les familles plus humbles cantonnent plus facilement les filles au ménage.



Nelly n'est pas d'accord. La classe sociale n'a pas d'importance. On doit donner aux filles et aux garçons les mêmes valeurs.

Zahra pense que c'est plus difficile d'éduquer un garçon que d'éduquer une fille. Les garçons sont plus difficiles, ils sont têtus, ce qui fait qu'on doit être plus fermes avec eux.

Ronaldo acquiesce, on est plus doux avec les filles.

Xhevdet trouve aussi que l'éducation des filles et des garçons est différente. Les garçons reçoivent plus d'autorité et les filles ont plus d'activités à la maison.

Les apprenants de ce groupe vont alors réfléchir à qui réalise telle tâche ménagère dans la maison et combien de temps chacun dédie à ces activités. Les tâches ménagères évoquées vont du repassage à la préparation des vacances en passant par les petites réparations, le nettoyage des sanitaires ou le paiement des factures.

On observe que la plupart des tâches liées à la cuisine et au ménage sont réalisées par des filles ou des femmes. Celles-ci représentent un temps de travail élevé. Les activités liées au repas, comme mettre la table, la débarrasser, faire la vaisselle sont en général partagées, elles sont souvent effectuées par les enfants quel que soit leur sexe. Les petites réparations de la maison sont effectuées par des hommes et des femmes, tandis que les questions d'argent restent majoritairement dans les mains des hommes.

Parfois, cette configuration est redistribuée, par exemple chez **Xhevdet**. Sa femme étant souffrante, toute la famille, hommes et femmes participent davantage aux tâches ménagères.

Ces résultats n'ont rien d'étonnant, tout le monde est en général d'accord pour dire que la gestion du foyer reste en grande partie l'œuvre des femmes bien qu'elles travaillent généralement à l'extérieur de la maison aussi. Bien qu'il ne fasse apparaître rien de nouveau, ce petit exercice a permis de mettre en lumière l'importance de tous ces actes quotidiens et que leur attribution aux filles ou aux garçons n'est pas anodin et contribue à l'éducation que nous leur donnons.

Les études ? Plutôt pour les filles ou les garçons ?

Après cette incursion dans la famille, nous nous sommes intéressés aux études et aux professions des personnes qui nous entourent. Chaque apprenant de ce groupe a inscrit dans un tableau le niveau et le type d'étude réalisé par les femmes et les hommes de son entourage, ainsi que leur profession.

En analysant les données de chacun, nous constatons que les grands-parents n'ont généralement pas étudié. Les hommes travaillaient et les femmes restaient à la maison.

Dans la génération suivante, seul le père de **Xhevdet** a étudié, il est allé à l'école secondaire pendant quatre ans. Pour cette génération aussi, les hommes travaillaient à l'extérieur et les femmes dans leur foyer. Cependant, **Mansour** explique que sa mère a travaillé avant son mariage et **Xhevdet** raconte que sa maman devait travailler à la coopérative du village (ndlr : en Albanie, les villages étaient organisés en coopérative pendant le communisme. Ce travail consistait à participer à la production des légumes, des céréales, etc.).



Quant aux apprenants, ils sont allés à l'école secondaire, sauf **Zahra** qui n'est allée qu'à l'école primaire, son mari est universitaire. Il cherche à faire reconnaître son diplôme ici en Belgique. Aujourd'hui, elle ne travaille pas, mais lui bien. Elle voudrait, une fois qu'elle aura appris le français, travailler pour gagner de l'argent. Les autres apprenants du groupe ne travaillent pas non plus.

Dans leur pays, ils étaient ouvriers et agents de sécurité. L'épouse de **Xhevdet** a travaillé dans la coopérative du village, puis comme couturière. Elle a seulement fait des études secondaires.

Pour ce qui est des enfants, **Mansour** n'en a pas, la fille de **Zahra** est à l'école primaire et ceux de **Xhevdet** sont adultes. Ils ont réalisé des études supérieures en Belgique. L'un de ses fils est avocat, un autre menuisier, le troisième est expert-comptable tout comme sa fille fraîchement sortie de l'école. L'ascenseur social semble avoir joué son rôle.

En conclusion pour cette partie, on voit qu'avec le temps, les femmes ont pu étudier davantage et travailler hors de leur foyer. Il n'y a pas de différence significative entre le Maroc, la Syrie ou l'Albanie.

Lorsque je demande pourquoi les femmes restaient à la maison, **Xhevdet** parle des mentalités. La femme ne pouvait pas travailler à l'extérieur. Les femmes ne faisaient pas d'études supérieures. C'est ce que **Zahra** pense aussi. Les femmes ne faisaient pas d'études, donc elles travaillaient seulement à la maison. Pour **Xhevdet**, les garçons aujourd'hui ne veulent pas étudier. Ils sont moins sérieux que les filles qui sont intelligentes. Enfin, **Mansour** ajoute que, sauf erreur de sa part, il y a davantage de filles à l'université que de garçons. Pour lui, il n'y a pas de différence entre les filles et les garçons, mais il pense que certaines anciennes mentalités empêchent la société d'évoluer.

Nous avons abordé cette même question « donne-t-on la même éducation aux garçons et aux filles ? » avec l'autre groupe. Les réponses ne diffèrent fondamentalement pas de celles exposées précédemment. Les valeurs que les parents transmettent sont ou doivent être les

mêmes. Cependant, on ne demande pas les mêmes choses aux uns et aux autres.

Que ce soit en Albanie ou en Ethiopie, les filles participent davantage au ménage et les garçons sont encouragés aux travaux physiques, à travailler à l'extérieur du foyer.

Siyad trouve que les filles doivent apprendre les tâches ménagères avec leur mère, de cette manière, elles pourront les répéter dans leur foyer.

Zanele, par contre, dit que chez elle, les garçons et les filles doivent faire la même chose dès qu'ils sont en âge d'aider leur famille : nettoyer la maison, faire la vaisselle, etc.

En ce qui concerne l'école, **Alfred** trouve qu'elle joue un rôle essentiel pour les filles. C'est la clé de leur émancipation, elle leur permet de prendre leur indépendance par rapport à un éventuel mari ou leur famille.

Siyad explique qu'en Ethiopie les filles arrêtent souvent l'école plus tôt que les garçons. **Zanele** ajoute qu'au Zimbabwe, cela dépend des familles et surtout de la situation financière de la famille.

Pour **Siyad**, les filles peuvent se marier, même si elles n'ont pas étudié. En revanche, les garçons doivent finir l'école, travailler dur. Quand un garçon a de l'argent, il peut se marier et créer une famille.

En Albanie, les filles qui grandissent dans des petites villes ou des villages sont souvent amenées à terminer leurs études après le secondaire parce que leurs parents ne les laissent pas aller à l'université dans une autre ville. En effet, selon **Alfred**, les parents souhaiteraient protéger la réputation de leur fille pour qu'elle puisse se marier.

Cette volonté de protéger les filles se voit également dans le domaine du sport, ajoute **Aferdita**. Quand elle était jeune adolescente, elle jouait au volley avec ses sœurs. Les gens demandaient souvent à ses parents comment ils laissaient leurs filles porter un short court pour jouer. Leur père les accompagnait partout dans leurs déplacements pour montrer sa présence, pour les protéger en quelque sorte.

C'est pour cela qu'**Alfred** pense que l'école est si importante, pour que les filles puissent être indépendantes.

Zanele réagit en disant que d'où elle vient, une femme peut se marier autant de fois qu'elle le veut ou ne pas se marier si elle le souhaite. Les filles peuvent continuer à aller à l'école.

Pour continuer le débat, je demande quelles caractéristiques ils attribuent aux filles ou aux garçons.



© MD2E PERPIGNAN

Alfred pense que les filles sont plus proches de leurs parents. Il donne l'exemple de sa sœur qui s'occupe de ses parents. Je lui demande alors s'il pense que cette caractéristique est innée ou apprise à travers l'éducation. Il pense que c'est un peu les deux, mais plutôt génétique. Pour lui, les filles sont comme ça.

Pour **Zanele**, toutes les filles ne sont pas comme ça.

Je cite alors la célèbre phrase de Simone de Beauvoir : « On ne naît pas femme, on le devient » et leur explique.

Aferdita réagit en disant, que, petite, elle adorait jouer avec les garçons, faire comme eux, mais qu'après, la vie a changé.

On évoque ensuite la féminisation de certains métiers. Les apprenants mettent en évidence

que certaines professions, souvent exercées par des hommes sont de plus en plus exercées par des femmes également, comme chauffeur de poids lourds ou politicien.

Cependant, les professions qu'ils étiquettent comme « féminines » restent peu exercées par des hommes : infirmière, aide-ménagère, ... On se demande quelles pourraient en être les raisons.



Zanele esquisse que les hommes ne veulent pas faire des métiers tels que nettoyer.

Alfred suppose que ça pourrait aussi être dû au fait que les filles étudient moins. Il ajoute que les filles sont plus responsables, plus intelligentes.

Je dis que ce sont des stéréotypes, que souvent le sens des responsabilités vient avec les responsabilités que l'on nous donne.

Siyad pense que les garçons ont plus de responsabilités, car ils doivent maintenir leur famille. Les femmes ont la responsabilité de garder les enfants.

Zanele intervient en disant qu'elle aussi a besoin d'un travail pour toucher son argent et acheter ce dont elle a besoin.

Le cours étant terminé, nous n'avons pas l'occasion de poursuivre davantage le débat. Cependant, les stéréotypes et coutumes apparus ici mériteraient un travail de fond pour les étudier, les déconstruire davantage et surtout imaginer des pistes de réflexion pour plus d'égalité pour l'avenir.

En conclusion, je trouve que les échanges que nous avons eu ont été intéressants à plus d'un titre. Nous sommes tous tombés d'accord sur le fait que l'éducation n'est pas égalitaire entre les filles et les garçons. Comme mentionné ci-dessus, les discussions ont permis de mettre en lumière les stéréotypes de chacun et de les confronter. Nous sommes tous plein de préjugés et de contradictions. Et ceux-ci, une fois révélés, nécessiteraient un travail de réflexion en profondeur pour dépasser nos idées préconçues. Malheureusement, le temps n'a pas été suffisant pour cela. Il serait peut-être intéressant dans la suite de notre travail de revenir sur ce thème et prévoir des séquences d'apprentissage afin d'aller plus loin. D'autant plus que dans un groupe comme dans l'autre, les apprenants ont trouvé important de discuter de ce thème en classe. Par ailleurs, les idées échangées et la matière récoltée ont constitué une base solide pour guider notre réflexion vers l'extérieur et la confronter au regard expert.

Alice Bertrand

Féministe n'est pas un gros mot



Alice Bertrand

L'égalité des sexes a toujours été une question qui m'a interpellée, sans pour autant que je ne me déclare féministe. Je ne pouvais pas décider si féministe était un

gros mot ou un étendard à porter, si s'épiler était un acte d'acceptation de la domination masculine ou non. Bref, j'étais une féministe non-assumée, peut-être, pour moi, la pire classe de féministe parce qu'elle est consciente de la cause, mais ne la défend pas. Je n'arrivais pas à décider si les femmes étaient une cause défendable parce que les inégalités entre hommes et femmes ne m'apparaissaient pas comme flagrantes, les femmes avaient finalement déjà acquis beaucoup de droits...

Aujourd'hui, je prends ce thème plus à cœur et accepte de me dire féministe. Qu'est-ce qui a changé ? J'ai grandi, j'ai vieilli, j'ai constaté davantage les inégalités, j'en ai vécu une part, j'accepte l'étiquette et la fais mienne. Je reconnais enfin qu'il faut défendre les droits des femmes et se battre, pour mes filles, mes nièces, pour leur donner les armes pour modifier notre société patriarcale.

L'éducation est pour moi l'un des premiers champs de bataille à affronter. En effet, les constats sont effrayants. Dans les cours de récréation, les garçons occupent davantage d'espace que les filles. Ils reçoivent plus d'attention de leurs enseignants. Ils sont plus sollicités pour construire

le savoir en classe tandis que l'on demande aux filles de le restituer, ... À l'université, il y a davantage d'hommes dans les filières scientifiques, secteurs souvent plus porteurs en matière d'emploi et de rémunération tandis que d'autres facultés comme celles de Lettres et de Médecine accueillent un public majoritairement féminin. En outre, bien que les femmes réussissent mieux dans le milieu scolaire, leur taux d'emploi est plus faible que celui des hommes. Elles restent aux niveaux hiérarchiques les plus bas. Elles ont plus de difficultés à transformer leurs acquis scolaires en acquis sociaux et financiers. Elles continuent de gérer le quotidien de leur famille tout en travaillant à l'extérieur. Pourtant, je suis convaincue que les constats énoncés pourraient s'estomper en grande partie grâce à l'éducation, si l'éducation était plus égalitaire.



Mais que faire, par où commencer ? Je me le demande souvent. Je crois que le premier pas serait de mettre en lumière le problème auprès des acteurs de l'éducation. Lorsque j'étais enseignante dans le secondaire, je n'étais

pas consciente de cette réalité. Pourtant, en y repensant, je crois que je perpétuais ces habitudes. Les garçons étant souvent plus bruyants, je leur consacrais plus d'attention pour essayer de les intéresser à la matière. Tandis que je passais à côté des filles, généralement plus discrètes. Faire prendre conscience aux enseignants de ce constat me semble donc un bon début.

En tant que maman, je me pose aussi souvent la question. Comment éduquer mes filles pour qu'elles prennent leur place librement dans la société ? Avoir confiance en elles, s'écouter, être respectueuses d'elles-mêmes et des autres, les intéresser à la plus grande variété de choses possible, ne pas créer la peur de l'extérieur, leur apprendre à se défendre et j'en passe. Il y a tant de choses que je veux leur transmettre pour faire d'elles des femmes libres de poser des choix



parce que, dans le fond, c'est par-là que passe l'égalité, par la liberté de décider ce qui est bon pour soi tout en respectant les autres, mais sans céder aux diktats. Et voilà quelque chose de bien difficile à enseigner et à apprendre. Cela demande de questionner avec bienveillance notre éducation, nos discours, nos habitudes et notre environnement, de se remettre en question, de remettre en question l'ordre établi, d'observer, de tester, d'ajuster et aussi d'accepter que le parent ne maîtrise pas tout. Mes filles ont leur caractère et prennent déjà leurs propres décisions. Je ne serai peut-être pour elle qu'un modèle imparfait, une vision à contester, mais je voudrais au moins leur dire que les femmes ont des droits, que le combat pour ceux-ci n'est pas terminé. Féministe n'est pas un gros mot. Et de toute façon, tout le monde a droit aux gros mots, non ?

Contre le patriarcat



*Propos recueilli auprès de Noémie Kayaert,
travailleuse sociale,
co-présidente de la locale Ecolo Ottignies-LLN,
responsable du pôle Formation au Monde selon les Femmes*

Le féminin pour co-construire des rapports d'égalité

Il est évident que le féminin doit servir à co-construire des rapports d'égalité. Bien entendu, cela dépend de ce qu'on appelle féminin et masculin et ceci est très complexe. Ce sont des stéréotypes : qu'est-ce que c'est le féminin, qu'est-ce que c'est le masculin ? Pour moi, il faut contrer le masculin toxique du moment, j'en suis de plus en plus persuadée. Je ne dirais pas que c'est pour contrer le masculin en général, cela n'a pas de sens. La masculinité toxique est destructrice. J'en suis convaincue. Mais pas la masculinité en général, parce qu'il y a d'autres formes de masculinité. On appelle la masculinité toxique tous les traits de masculinité qui renvoient au patriarcat, les traits qui sont dans un rapport



de domination. Si on veut construire un rapport égalitaire, il va falloir travailler contre le rapport de domination, la domination des hommes sur principalement les femmes, mais aussi sur la nature. Par exemple, l'extrême compétition, la violence sont des traits qui sont associés à de la masculinité toxique, la virilité aussi. Ils sont forcément néfastes pour l'égalité. Ce n'est pas possible d'aller vers l'égalité sans déconstruire ces constructions.

Donc, je ne dirais pas le féminin pour contrer le masculin, mais je dirais quand même qu'il faut contrer quelque chose de la masculinité toxique qui fait partie du patriarcat. En tout cas contrer le patriarcat.

Égalité et éducation

On n'éduque pas les garçons et les filles de la même manière. Pour moi, cette différence vient du patriarcat. D'où vient le patriarcat ? Je n'ai pas la réponse, les scientifiques n'ont pas la réponse. Cependant, il me semble évident que cette différence vient du patriarcat, d'une société patriarcale qui est internationale. Le patriarcat est présent partout et depuis très longtemps.

Les caractéristiques que l'on va transmettre à l'un ou l'autre sexe s'appuient sur les stéréotypes masculin/féminin et sur les rôles sociaux de sexe, donc sur toute une série de stéréotypes de genre et ceux-ci ne sont pas tout à fait les mêmes en fonction des lieux où on se trouve dans le monde, même si l'on va retrouver des similarités. Nous tendons à pousser beaucoup

plus les garçons vers la compétition, nous allons accepter le fait qu'ils soient impulsifs, nous allons plus les représenter comme des personnes intelligentes, éloquentes, qui peuvent intervenir à tout bout de champ. Nous allons davantage leur laisser prendre de la place, que ce soit de l'espace physique ou de l'espace sonore. Ce sont des autorisations qui sont faites aux garçons. Par contre, on ne va pas laisser libre cours à leurs émotions, ils vont être très vite resserrés dans une très petite sphère d'émotions, comme la colère. La colère et la frustration sont plus acceptées chez les garçons. En ce qui concerne les filles, elles seront très vite destinées vers des rôles liés au « care » (mot anglais signifiant soin), liés à l'attention aux autres. Il sera davantage exigé d'elles qu'elles soient attentives aux autres, qu'elles prennent soin des autres, qu'elles soient disponibles pour les autres, nous sollicitons leur capacité d'écoute, leur attention. Elles vont devoir être plus calmes. La peur, la peur de l'extérieur, de l'autre va très vite leur être communiquée. Elles recevront beaucoup de messages du type « sois prudente » « fais attention », « Ne fais pas ça », alors que les garçons vont être plus poussés à être moteur, à aller vers l'extérieur. Bien sûr, ce n'est pas une science absolue. Ce sont des grandes tendances. Chez les filles, il y a aussi une importante mise à distance de la violence, de la violence physique particulièrement. Elles ont alors une grande difficulté à se défendre. Cela reste quelque chose de vraiment très marqué. Nous allons aussi moins les pousser à être éloquentes, à se sentir capables. Très vite, la société va leur distiller qu'elles sont moins intelligentes, l'intelligence des garçons sera plus valorisée que l'intelligence des filles. Pour les filles, on mettra en avant une intelligence scolaire. Le discours ambiant dit que les filles sont scolaires parce qu'elles sont gentilles, parce qu'elles sont sages. Elles savent tenir en place, donc elles correspondent bien au système scolaire. Nous ne leur attribuons



pas cette intelligence qui est au-dessus de tout, cette intelligence moteur, mobilisatrice qui va faire changer le monde. On voit vraiment cette distinction. Et d'ailleurs, ce qui est étonnant dans une certaine mesure, c'est que les filles réussissent mieux l'école, les statistiques le montrent, mais après les garçons réussissent mieux dans le milieu professionnel. C'est comme si le monde scolaire n'apprenait pas du tout à rentrer dans le monde professionnel, et ceci est connu depuis très longtemps. Il y a un décalage entre les deux. Mais le monde scolaire est beaucoup plus fait pour les filles. En observant, on se rend compte que les garçons reçoivent beaucoup plus d'attention de la part des professeurs. Le monde scolaire est tout de même beaucoup plus fait pour être sage, discipliné, et c'est justement ce que l'on va apprendre aux filles. Donc les filles sont beaucoup plus socialisées à être bien dans le milieu scolaire, mais après, dans le monde professionnel, être sage, disciplinée, etc. ne va pas leur servir. Il faut être compétitif, il faut pouvoir écraser les autres, il faut pouvoir se montrer, se mettre en avant et cela, on ne l'apprend pas à l'école. Donc les filles vont être socialisées pour être des bonnes petites élèves, mais par contre pas des travailleuses qui vont se battre pour leur place.

Il est difficile de contrer cela. C'est une vaste question. Je me la pose tous les jours avec mes enfants. Je pense qu'il faut autoriser d'être différent, il faut reprendre à chaque fois qu'il y a une inégalité marquée, accepter qu'il y ait une différenciation et donc ne pas croire qu'agir de manière égale avec tous est suffisant, c'est ce qu'on appelle du « gender blind ». Le terme gender blind désigne le fait de vouloir faire pareil pour tout le monde, alors que l'on sait que toute la société va mettre les enfants dans des rôles. Cela ne marche pas. Il faut, à un moment donné, corriger quelque chose. Donc, apprendre plus aux garçons l'empathie, le soin aux autres et essayer de décharger un peu les filles

de ces rôles et leur apprendre à se sentir fortes, se sentir puissantes. Il faut essayer de gommer ces écarts. Il faut que nos filles soient capables de se défendre. Il faudra peut-être se fâcher deux fois plus sur notre garçon qui se bat et ne pas réagir quand notre fille se bagarre. Cela peut paraître triste ou bizarre à dire, mais on sait que ce n'est pas parce qu'on l'autorise qu'elle va se battre plus, car toute la société va l'empêcher de le faire. Je pense donc que nous devons corriger quelque chose. Nous devons tenir compte de ces rapports sociaux entre les sexes, car si nous n'en tenons pas compte, on ne change rien du tout. Nous allons seulement renforcer les inégalités puisqu'on va faire comme si tout allait bien, or ce n'est pas le cas. Il faut pousser les filles vers des choses vers lesquelles elles n'iraient peut-être pas parce qu'elles sont des filles et les garçons aussi, par exemple les autoriser à aller vers le féminin, en termes de sexualité aussi, accepter que ce n'est pas forcément l'hétérosexualité qui

est la norme, sortir de tous les mythes du Prince Charmant. Cela est aussi très important. Il faut démonter la question de la complétude, du fait qu'une fille ne sera complète que quand elle aura trouvé un garçon et que le garçon doit être là pour éventuellement protéger une fille un jour. Premièrement, il sera peut-être amoureux d'un garçon, ensuite ce n'est pas le destin d'une vie. Il faut aussi autoriser d'autres types de modèle. Je crois que ce sont des pistes. Mais c'est en fait très compliqué parce qu'il y a l'école, et la masculinité toxique vient essentiellement par le groupe, donc il est très difficile en tant que parent de lutter contre la masculinité toxique. Nous n'avons pas beaucoup de prise là-dessus. Bien sûr, on peut renforcer le « care », la sensibilité, l'accès aux émotions des garçons, cela peut permettre d'ouvrir leurs horizons, mais une fois qu'ils sont à l'école, qu'ils sont dans les groupes, dans d'autres activités, nous ne sommes plus maîtres à bord.

Égalité des genres ou égalités des sexes ?

D'abord, il faut noter que l'on parle de moins en moins d'égalité entre les genres, mais plutôt d'égalité entre les sexes. Cette question de rapports sociaux entre les sexes et ces questions de genre sont compliquées. Il y a deux enjeux différents. Nous, au Monde selon les femmes, nous ne travaillons pas l'autodétermination

individuelle. Nous pensons que l'égalité de droits est certes extrêmement importante, mais qu'elle ne suffit pas. Nous pouvons être à égalité en termes de droits, mais pas du tout dans une égalité de faits, de rapports. Les rapports sociaux entre les sexes vont beaucoup plus loin que le droit.

Égalité des sexes et éducation formelle

Je pense qu'il faut prendre conscience de l'existence des rapports sociaux entre les sexes. Il faut aussi prendre conscience des stéréotypes de genre qui collent à la peau de tous et toutes parce qu'on est dans une société binaire et patriarcale. Nous devrions également pouvoir prendre de la distance par rapport à cela et travailler sur ces rapports sociaux entre les sexes ainsi que sur les rapports de domination. Il faudrait déconstruire ces rapports de domination dans les classes, ne pas laisser passer le moindre signe de rapport de domination. Puis, il faudrait autoriser les enfants à aller vers ce dont ils ont envie d'aller et même essayer de « dégenrer » les espaces. On genre les espaces, on genre plein de choses et forcément les enfants ne se sentiront pas autorisés à aller vers l'une ou l'autre.

C'est une question qui n'est pas du tout abordée dans la formation initiale des enseignants et elle devrait effectivement l'être beaucoup plus, mais c'est compliqué. Entant qu'ONG, nous donnons des formations d'adulte et donc fondamentalement, nous pourrions toucher ce public, mais nous n'y arrivons pas. À un moment donné, l'association a été mise au programme de l'université d'été des professeurs, mais personne ne s'est inscrit à nos ateliers. En outre, avec ma casquette de maman, c'est vraiment très compliqué de venir travailler ce sujet dans les écoles. J'ai déjà proposé de faire des animations dans l'école de mes enfants, mais elle n'a pas réagi. Parfois, nous rencontrons des enseignants intéressés, mais c'est aléatoire, ce sont certains enseignants à un instant T et c'est tout, il n'y a pas de projet. Pourtant, il y a de grands problèmes liés aux inégalités de sexe dans les écoles. Pour moi, c'est un point crucial. En effet, si on commence à analyser la situation, c'est catastrophique. Par exemple, on constate que les punitions et les

problèmes de violence dans la cour sont très majoritairement le fait des garçons. Néanmoins, les écoles ne se mettent pas à travailler la question.



Je ne comprends pas. Ils travaillent sur beaucoup de sujets, mais pas celui-ci. D'après moi, ce travail devrait être fondamental, car cela conditionne tout ce qui se passe en classe et dans les cours. La violence dans les cours de récré, les problèmes qu'on y rencontre pourraient être solutionnés si on travaillait un peu plus sur la question de rapports sociaux entre les sexes, si on aménageait les lieux en tenant compte qu'il y a des rapports sociaux entre les sexes.

Par exemple, on pourrait faire en sorte que les trois-quarts de la cour ne soient pas utilisés par les jeux de ballon, de ne pas laisser aux filles les petits espaces en périphérie. Cela peut paraître absurde, mais j'ai vu de nombreuses écoles où cela se passait comme ça, ce n'est pas caricatural. Beaucoup d'école ne travaillent pas sur cette question. Pourtant, c'est primordial. Qu'apprend-on aux garçons ? Qu'ils peuvent occuper tout l'espace, que les filles peuvent être en périphérie. Est-ce que le monde de l'éducation se rend compte de ce qui est inculqué par ces habitudes ? Je ne comprends pas pourquoi cette problématique

**Il y a de grands
problèmes liés aux
inégalités de sexe
dans les écoles.**

n'est pas prise à bras le corps, elle n'est abordée dans aucune formation. En ce qui me concerne, j'ai une formation d'assistance sociale, on n'en parle pas non plus dans ce type de formation. Pourtant, la question des rapports sociaux entre les sexes est quand même déterminante quand on reçoit quelqu'un en entretien afin de savoir où la personne se situe. La formation parle de rapports de classes, de racisme, mais pas de ce thème, c'est quand même étrange quand on sait à quel point cela nous conditionne. C'est la question de l'intersectionnalité. Il est évident que l'on doit travailler sur les questions de racisme ou de néocolonialisme, c'est quand même un gros problème aussi dans les écoles, de même que sur les questions de classes sociales, parce que c'est aussi un enjeu majeur dans les écoles, mais

la question des rapports sociaux entre les sexes ne doit pas être passée sous silence. Pour moi, cela doit faire partie de la formation initiale des enseignants parce que cela détermine beaucoup de choses dans les apprentissages, dans la façon dont on va travailler avec les enfants et aussi pour tout ce qui est extérieur en terme de relations. Mais on en est loin. Il n'y a pas de travail de fond sur la question qui reprendrait tout le parcours, dans chaque cours, dans chaque interaction. Prenons l'exemple des mathématiques : il faudrait s'interroger sur le rapport des filles et des garçons aux mathématiques, pourquoi cela est-il conditionné comme ça, que se passe-t-il ? Il y a des choses à dire sur chaque matière. Les questions de genre sont totalement transversales.

Comment rêver le monde selon les femmes ?

Le monde selon les femmes serait un monde où nous pourrions changer de paradigme et non pas un monde où il y aurait des accommodements raisonnables. Changer de paradigme ne veut pas dire mettre tous les hommes à la poubelle. Mais il faudrait changer le paradigme du patriarcat, car il ne met pas au centre la vie, le vivant. Il va plutôt valoriser la compétitivité, l'argent et c'est un problème majeur. La société ne peut pas tourner comme ça, et surtout pas l'éducation des enfants. Si nous voulons de l'égalité, il faut un changement de paradigme.

On observe une évolution dans l'égalité entre les hommes et les femmes, mais qu'est-ce qui va se passer alors pour tout le reste ? Qui va prendre en charge le « care » ? Qui va prendre en charge le soin aux autres ? Qui va prendre en charge... ? Il n'y a pas de place pour ça. C'est comme si ces choses n'existaient pas dans la société. Il faudrait aller vers un monde qui est pensé significativement autrement. Ensemble. Il doit y avoir une revalorisation du travail reproductif et du « care », cela doit être vu comme quelque chose d'essentiel. Tant que ce ne sera pas remis au centre de la vie, je pense que le monde ne pourra pas aller mieux. Ce n'est pas possible.

La déconsidération des soins à la personne a été mis en évidence durant la pandémie, par exemple en ce qui concerne l'éducation des enfants. Tout d'un coup, on estime que les parents peuvent télétravailler avec leurs enfants à la maison. On pense que les enfants doivent vaquer à leurs occupations, mais en fait, ça ne marche pas. Il y a besoin de soins, ils ont besoin d'une présence qui soit réelle, avec de l'engagement. Le soin aux autres, ce n'est pas ça, on ne peut pas le voir comme périphérique au reste de la vie. Il faut réintégrer le vivant au centre de notre existence.

Le cerveau n'a pas de sexe



Alice Primi,
docteure en histoire,
chargée de projet à l'Université des Femmes
concernant l'égalité entre filles et garçons à l'école

À l'université, on constate un pourcentage d'hommes plus élevé dans les filières scientifiques (par exemple les sciences appliquées ou encore les sciences de gestion), tandis que les femmes sont majoritaires dans d'autres filières comme la psychologie, les lettres, le droit ou la médecine.

Même si l'école est mixte depuis plusieurs décennies, on constate une différenciation qui s'opère entre filières selon le sexe. Mais pas à cause du sexe ! Contrairement à ce que l'on entend encore souvent, le cerveau n'a pas de sexe. Les compétences et les goûts ne dépendent pas des hormones ou de la combinaison des chromosomes.

Par contre, les normes genrées - c'est-à-dire ce qui est considéré comme « féminin » ou « masculin » - jouent un rôle encore déterminant dans l'orientation puis dans le parcours professionnel.



On sait que dès la naissance du bébé, la plupart des parents se comportent différemment avec un garçon ou avec une fille et vont susciter des intérêts différents. Cela est vrai aussi à l'école : bien souvent, sans s'en rendre compte, les professeurs ont des attitudes et des propos qui contribuent à convaincre filles et garçons qu'elles et ils n'ont pas les mêmes aptitudes et doivent se préparer à des parcours distincts. Pour schématiser, les garçons sont plus encouragés à s'imposer et sont orientés vers des filières valorisées pour leur dimension technique, leur possibilité de carrière ; les filles sont plus incitées à s'effacer et à s'orienter vers des métiers tournés

vers autrui - qui offrent généralement moins d'évolution et de salaire.

Je pense que tout.e enseignant.e devrait veiller à la fois aux supports et aux contenus des cours, et à son propre comportement.

On peut par exemple vérifier non seulement que les deux sexes sont représentés en égale proportion, mais aussi qu'ils illustrent des situations neutres ou contredisant les stéréotypes ; on peut intégrer des images ou des histoires avec des couples homosexuels, faire découvrir des femmes qui ont réalisé des choses importantes et qui ont été oubliées, etc.

Lors de débats sur les normes, les traditions, les inégalités, il est essentiel de trouver un positionnement clair entre le respect des opinions diverses et l'affirmation de valeurs et droits fondamentaux. Enfin, il est important d'être vigilant.e à la façon dont on s'adresse aux personnes : ne pas faire disparaître les femmes dans un masculin générique soi-disant neutre, équilibrer les temps de parole et les types de sollicitation, ne pas d'emblée s'adresser à un homme en cas de pépin technique...

Je sais d'expérience qu'il est impossible de se débarrasser d'un coup de tous ses pré-supposés et conditionnements, mais en améliorant progressivement la cohérence entre ses idées, ses paroles et ses pratiques, on témoigne envers les élèves qu'une société égalitaire est souhaitable et possible !

FEMME

RELIGION ET SPIRITUALITÉ

Situer la femme face à la religion et la mettre en confrontation avec un imaginaire éduqué et socialisé dans l'esprit du texte sacré constitue un terrain fertile pour penser et interroger l'égalité des sexes. Spiritualité des femmes, rôle de la femme dans les textes religieux et dans la vie religieuse, telles sont les questions qui sont abordées dans cette partie du dossier.

Femme, égalité des sexes et religion traversent les questions développées lors de l'animation avec le public apprenant, prennent une place dans le regard de la formatrice et se cultivent d'une manière un peu plus avertie avec le regard expert.

Ce que femme veut, Dieu le veut

Tous les ans depuis la fin des années 70, nous célébrons la journée internationale des droits de la femme. À l'occasion de cette journée, de nombreuses manifestations qui mettent en avant la lutte pour les droits des femmes ont lieu un peu partout dans le monde. Celles-ci permettent aux femmes de faire entendre leurs revendications afin d'améliorer leur situation.



Marcela nous explique qu'en Argentine, la journée du 8 mars était un jour marqué par la violence pendant lequel des femmes ont détruit des églises, des monuments, fait des graffitis, ... Pour **Marcela**, user de la violence pour réclamer l'égalité des droits n'est pas la meilleure façon. En effet, en faisant cela, on perd le message d'origine. Malgré tout, elle pense que le 8 mars permet de rappeler qu'il reste encore beaucoup à faire en termes d'égalité hommes-femmes et des droits des femmes.



Selon **Rafael**, il ne devrait pas y avoir de différences entre les hommes et les femmes. Les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes et le même salaire qu'eux si elles exercent la même fonction.

Avec notre groupe de B1, nous nous sommes questionnés sur l'intérêt, l'importance de cette journée et sur les inégalités qui persistaient entre les hommes et les femmes.



En Palestine, dans le pays de **Nancy**, cette journée est officielle : il y a des manifestations et les femmes reçoivent des fleurs. Mais, pour **Nancy**, ce n'est pas un jour différent des autres car la lutte pour l'égalité ne se limite pas à un jour.

En Ukraine, le 8 mars est un véritable jour de fête : tout le monde a congé et toutes les femmes reçoivent des cadeaux.



Yamira raconte qu'à Cuba, le 8 mars est une journée importante : il y a des manifestations et, comme dans de nombreux autres pays, les femmes reçoivent des fleurs et passent une journée seules. Les gens vont également déposer des fleurs sur les tombes des héroïnes de guerre.



Jing-Lin, quant à elle, a l'impression que ce jour ressemble de plus en plus à la fête des mères : les enfants font des cadeaux ; dans les magasins, il y a des promotions.



Pour **Nermein**, le 8 mars a une toute autre signification : dans son pays, la Syrie, c'est le jour de la révolution de 1963 et c'est donc un jour férié. Mais, malgré cela depuis une dizaine d'années, de plus en plus de personnes souhaitent une « bonne fête » aux femmes et leur donnent des fleurs. Par contre, **Nermein** trouve qu'un seul jour pour réclamer officiellement l'égalité n'est pas suffisant. En outre, si nous étions réellement égaux cette journée n'aurait pas besoin d'être.



Au Brésil, les commerces, hôtels engrangent beaucoup d'argent avec la journée de la femme, mais **Patricia** trouve que ce n'est pas une bonne chose. En outre, d'après elle, cela devrait être tous les jours la journée de la femme : « les femmes ont plusieurs casquettes : ce sont des mamans, elles gèrent le foyer, ce sont des travailleuses, etc. Et pourtant, elles souffrent souvent de discrimination quand elles sont cheffes d'entreprise ».

De manière générale, tous les apprenants sont d'accord pour dire qu'il y a encore de nombreuses inégalités entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi, ils pensent qu'une seule journée ne suffit pas pour essayer de résoudre ce problème et mettre en avant la lutte pour les droits de la femme. Il faudrait donc que l'égalité homme-femme soit débattue tous les jours.

Après cette discussion autour du 8 mars, nous nous sommes intéressés à la place de la femme au sein de la religion. Les apprenants ont commencé par observer différentes photos représentant un prêtre, un imam, un rabbin, une femme pasteur, etc. Beaucoup d'entre eux ont été surpris par la femme pasteur car, dans de nombreuses croyances, les femmes n'ont pas le droit de prêcher.

Nermein signale d'abord que la religion est souvent contre les femmes. En outre, dans son pays, les femmes et les hommes assistent à la prière de manière séparée.

Marcela se demande alors comment aller à l'encontre de nos croyances.

Pour essayer de répondre à cette question, la formatrice et les apprenants ont lu un article présentant des femmes qui « défient le patriarcat religieux ». À travers ce texte, nous découvrons des femmes rabbins et imames qui disent la prière au sein des synagogues et mosquées. Au cours de notre lecture, les réactions se sont succédées. Aucun des apprenants n'avait imaginé qu'il était possible pour une femme de devenir rabbin ou imam !

Nermein suppose que ces femmes ne sont pas reconnues par leur culte car c'est interdit : les livres religieux sont discriminatoires envers les femmes. Elle trouve pourtant que les femmes sont libres et que l'égalité devrait aussi apparaître dans la religion.



Inna explique qu'en Russie, une femme ne pourrait devenir prêtre en raison du gouvernement, mais que certains pays, plus ouverts, moins stricts peuvent l'autoriser.

Pour **Marcela**, c'est extrêmement compliqué de trouver un équilibre entre sa doctrine et la société moderne (qui prône de plus en plus l'égalité entre les hommes et les femmes). Selon elle, la femme a aussi le droit de s'exprimer et de prendre la parole au sein des lieux de cultes.



Safa explique qu'au Maroc les femmes peuvent dire la prière mais uniquement aux femmes (les femmes restent entre elles et les hommes entre eux : ils sont dans des salles séparées). Le plus souvent, c'est un imam qui dit la prière aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Les femmes ne voient pas l'imam mais entendent sa voix à travers un haut-parleur. **Safa** continue en disant que les hommes en savent plus que les femmes sur la religion, qu'ils ont plus étudié la question. Autour d'elle, elle ne voit que des hommes qui parlent de ce sujet, qui étudient la religion. Elle trouve donc plutôt normal que ce genre de fonction soit uniquement occupé par des hommes.



Selon **Nancy** et **Inna**, le problème n'est pas lié à l'éducation car, dans les universités, il y a de nombreuses femmes qui étudient la théologie. Elles pensent que les femmes sont plus sensibles et qu'elles seraient moins à même de gérer des situations délicates auxquelles les hommes religieux peuvent être confrontés.

Yamira n'est pas d'accord. Elle pense que c'est la société qui véhicule cette idée et rajoute qu'il y a aussi des hommes sensibles. **Nermein** ajoute que les hommes seraient bien incapables de supporter la douleur de l'accouchement et que, de ce fait, les femmes sont bien plus fortes que la société ne nous le fait croire.

Pour conclure, **Yamira** et **Nermein** déclarent que c'est une bonne chose que les femmes deviennent imam ou rabbin si elles font les études qui correspondent : c'est une avancée vers l'égalité homme-femme. **Safa**, quant à elle, émet quelques réserves : elle préfère qu'on respecte la doctrine et a un peu peur du changement. **Jing-Lin** rajoute que la culture des pays peut aussi expliquer le fait qu'il y ait peu de femmes prêtres.

Rafael achève l'échange en disant que les temps ont changé et que la religion devrait évoluer afin d'être plus en phase avec son époque.

Les textes sont les témoins d'une époque



Olivia Otte

Il y a peu la journée internationale des droits de la femme avait lieu. Chaque année, ce jour permet de nous interroger sur la place de la femme, sur sa représentation

dans les sociétés et sur les progrès qui ont été faits et qui restent encore à faire en termes d'égalité homme-femme.

Dans ce numéro de Nouveau SoufFLE, l'équipe de Carrefour des Cultures a notamment souhaité questionner cette égalité au sein des religions : comment la femme est-elle représentée dans les livres sacrés de différentes religions monothéistes ? La religion est-elle un frein aux droits des femmes ou bien un élément émancipateur pour ces dernières ? Comment la femme peut-elle être un vecteur de transmission de la foi ? ...

Au départ, j'avais un avis très tranché concernant la représentation de la femme dans la religion. J'ai toujours pensé que la religion pouvait être prétexte à créer un écart entre les sexes, en les hiérarchisant, en considérant davantage l'un au détriment de l'autre. On remarque d'ailleurs que la Bible dresse un portrait bien peu flatteur de la femme : elle est issue d'une côte d'Adam et c'est par sa faute qu'ils ont été chassés du jardin d'Eden, ... Bien souvent, la religion catholique a stigmatisé les femmes (je pense notamment aux chasses aux sorcières qui ont eu lieu à la Renaissance) et, encore aujourd'hui, cette croyance peut chercher à l'oppresser... Et on se souvient tous des propos tenus par Jean-Paul II (et de l'Église en général) sur l'avortement (« Quand un Parlement autorise l'interruption de la grossesse, consentant la suppression d'une



naissance, il commet un grave abus contre un être humain, qui plus est innocent et privé de toute possibilité de se défendre ») ou ceux du pape François 1^{er} qui compare cette même pratique à « un tueur à gage¹ ». On pourrait également évoquer les positions controversées de l'Église catholique sur l'usage de la contraception... En outre, on peut aussi déplorer le fait que cette dernière n'accorde pas aux femmes les mêmes responsabilités qu'aux hommes en son sein.

Bref, les exemples de différence de traitement entre l'homme et la femme dans la religion catholique sont légion.

Cependant, grâce à Nouveau SoufFLE, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec messieurs Radouane Attiya, Gabriel Fikri et de lire l'interview de monsieur l'abbé Bruno Dekrem.

Ces spécialistes de grandes religions monothéistes m'ont permis de réviser et de relativiser le jugement fort sévère de la religion à propos de l'égalité homme-femme. Ces derniers m'ont rappelé que les livres sacrés des croyances monothéistes avaient été écrits dans un monde antique et patriarcal. Par conséquent, ces textes sont les témoins d'une époque où les rapports homme-femme étaient différents. Il ne faut pas non plus oublier qu'en ces temps anciens, les propos tenus par ces textes étaient extrêmement novateurs et révolutionnaires. Ces inégalités ne proviennent donc pas des textes en eux-mêmes, mais de leur lecture et de leur interprétation, souvent bien trop ancrées dans la tradition. Nous devrions donc lire et comprendre ces écrits avec notre regard moderne car le message qu'ils véhiculent est avant tout un message de paix, d'amour et d'égalité.

¹ https://www.lemonde.fr/religions/article/2018/10/10/le-pape-francois-compare-l-avortement-au-recours-a-un-tueur-a-gages_5367268_1653130.html

Femme, islam et livre sacré



Propos, synthèse, analyse et conclusion recueillis lors de la rencontre avec Radouane Attiya, islamologue à l'Institut de promotion des formations sur l'islam

La Représentation de la femme dans le Coran

En ce qui concerne la représentation de la femme dans le Coran, on peut dire que la femme y joue un rôle essentiel. Ce texte établit une relation directe à la transcendance, sans intermédiaire (l'obsession du texte est d'annihiler tout intermédiaire entre l'Homme et le créateur). S'agissant de la femme, on peut estimer à posteriori et dans une lecture comparatiste qu'elle y occupe une place non négligeable. On voit notamment ceci grâce aux intitulés du texte (le texte coranique est divisé en sourates avec des libellés qui ne sont pas toujours cohérents avec le contenu à première vue). Le troisième chapitre du Coran, contenant des développements exhaustifs, s'intitule « les femmes ». La 19^e sourate est consacrée à Marie. A la fin du texte coranique, tout un chapitre est consacré au thème de la répudiation. Trois chapitres dans ce texte sont donc directement liés à la relation affective et à la condition féminine.

La femme y occupe donc bien une place essentielle. Elle y est considérée ontologiquement à l'égal de l'homme. Ainsi, Le Coran serait le premier texte (avant la Bible) à établir une reconnaissance évidente de la subjectivité féminine. De nombreux versets mettent sur le même piédestal la femme et l'homme : le péché originel souvent imputé à la



femme n'a pas sa place dans le texte coranique. Le texte coranique parle plutôt de la création d'une seule et même âme à partir de laquelle l'homme et la femme ont été conçus. Plus tard, la tradition musulmane, qui sera influencée par la tradition mosaïque (juive et talmudique), reprendra à son compte la fameuse tradition selon laquelle la femme aurait été créée à partir d'une côte de l'homme. Cependant, ceci ne figure absolument pas dans le texte et dans ce dernier, l'homme et la femme sont considérés comme ontologiquement égaux. Beaucoup de versets disent d'ailleurs : « Dieu vous a créé à partir d'un mâle et d'une femelle » ; on y parle de croyant et de croyantes, de vertueux et de vertueuses. Il y a deux entités dans la création qui sont face à leur Créateur. Néanmoins, Il faut bien contextualiser ces Ecritures qui émergent vers la fin de l'antiquité tardive dans un langage qui participe d'une « rhétorique sémitique ». On y perçoit donc des traces de l'Arabie de l'antiquité tardive. La femme vit dans un système tribal : elle

n'est qu'un sujet de la famille et peut être aussi une marchandise puisque la péninsule arabique est une société esclavagiste. La narration dans le texte coranique sur le sujet féminin est assez détonante et percutante, voire révolutionnaire,

même si certains passages peuvent heurter nos représentations actuelles. À titre d'exemple, le Coran reconnaît à la femme le droit à une relation consentie, le droit d'hériter (il y a une portion de l'héritage prévue pour la fille, la femme et la mère). Selon le texte, la femme a également le pouvoir de dissoudre son contrat de mariage. La relation est souvent perçue comme contractuelle dans le Coran. Tout acte se proclame et se construit dans l'entente.

Le texte, reflétant également l'époque dans laquelle il a été rédigé, reconnaît sur le plan anthropologique une certaine supériorité de l'homme (sur des questions purement pratiques). Comme pour les autres grands livres sacrés, le Coran est accompagné d'une tradition exégétique et normative qui reformulent la condition féminine selon des époques et des territoires déterminés. Il règne dans l'empire musulman une culture patriarcale dans laquelle la femme est reléguée à un second rôle, voire à un rôle inférieur qui contraste avec la nature du texte coranique.

Théoriquement, on envisage le mariage avec le consentement ainsi que sa dissolution, mais, dans les faits, c'est plus complexe (même s'il existe tout de même des cas avérés de dissolution de mariage).

Le Coran n'est donc pas exempt d'une certaine contradiction car, sur le plan ontologique, il établit une égalité entre les deux sexes mais, sur le plan anthropologique, il affirme la supériorité de l'homme comme dans les cas litigieux où le témoignage d'une femme ne vaut que pour la moitié de celui d'un homme.

Pour illustrer un autre exemple de la supériorité masculine, le Coran évoque également les conflits entre époux. Si la situation perdure, il est recommandé à l'homme de prendre ses distances avec sa femme au risque de la corriger. Face à un conflit ouvert, des sages ou des arbitres de chaque partie doivent être sollicités. Le texte fondateur de l'islam reflète une société tribale où l'homme demeure au sommet de la hiérarchie.

Les femmes et la transmission de la foi

La transmission de la foi par les femmes ne passe pas nécessairement par la constitution d'ordres religieux (qui consistent en une sorte de mariage avec la transcendance). La femme est libre de s'unir à qui elle veut et elle est tenue de s'élever dans cette cité tribale par l'apprentissage. Les femmes s'instruisent et participent à la transmission des savoirs. Elles développent leur propre lecture du texte coranique et de la



tradition musulmane. À l'avènement de l'islam, les femmes sont commerçantes, enseignantes mais aussi esclaves. L'accès au savoir et à la connaissance devient un gage de libération. Ainsi, les femmes auront longuement contribué à façonner une littérature religieuse et profane et par voie de conséquence à devenir un chaînon incontournable dans la transmission de la foi.

La religion est-elle un facteur émancipateur ou un frein au droit des femmes ?

Dans la perspective islamique, cet élan émancipateur du texte (face à l'autoritarisme tribal notamment) va s'amenuiser avec l'avènement des différents califats. On constate un retour aux codes arabes de la cité antéislamique qui reprennent le dessus émoissant le premier élan insufflé par le texte. L'islam s'adaptera en fonction des cités et des cultures qui l'accueilleront. Aujourd'hui encore, le texte reste majoritairement

lu et interprété par des hommes même s'il existe des lectures féminines et féministes. Elles sont cependant très minoritaires et ne sont pas bien perçues par la gent masculine. Ceci conduit à un conflit des interprétations qui pourrait être salutaire. Dans un esprit démocratique, il faudrait amorcer de nombreux débats (ces lectures sont encore fort peu nombreuses et invisibles dans le champ discursif, médiatique, artistique, etc.

Être une femme musulmane dans la société occidentale

La femme musulmane est libre en tant que citoyenne et cela renverse tout un système de valeurs. La présence des femmes musulmanes en Europe les confronte à leur condition première telle qu'elle avait été énoncée dans les textes scripturaires. Mais qu'entend-on par femme musulmane ? Nous nous représentons aussitôt un modèle bien défini (des femmes voilées assignées à des rôles de subalternes). Aujourd'hui, la femme musulmane est une femme libre comme les autres ; elle décline sa religiosité un peu à la carte, il n'y a pas de magistère, ni d'église. L'espace de liberté qui lui est conféré lui permet de vivre un peu sa religiosité comme elle l'entend (on est face à des islams subjectifs aussi bien masculin que féminin). La femme musulmane dans la société occidentale est plus libre d'agir, de réfléchir, de s'exprimer. Dans la société sécularisée laïque, il peut y avoir des tensions



en termes de valeur, un décalage entre une religiosité qui serait perçue comme ostensible ou dérangeante dans certains espaces.

L'islam, présent en Europe depuis plusieurs siècles, avait fini par devenir invisible dans les champs culturel et social. Aujourd'hui, il réapparaît avec une accélération historique et sociologique (la religiosité n'est pas toujours en phase avec les cultures locales : il existe une mosaïque de pratiques culturelles et religieuses issue des flux migratoires). Ceci peut engendrer des clivages, des frictions. Nous constatons l'adoption de lois liberticides qui portent sur les tenues vestimentaires ou des traditions culinaires à adopter dans des lieux spécifiques. Cela en dit long sur l'évolution de nos sociétés et notre capacité à accueillir l'autre dans sa différence.

La poétesse Al Khansa

Al Khansa, poétesse arabe semi-légendaire du 7^e siècle, a marqué l'imaginaire. Son expression poétique et artistique a étrangement été bien accueillie dans un espace où régnait une mentalité phallocrate.



Elle était passée maîtresse dans le style du thrène dans lequel on pouvait déceler une subversion de l'ordre existant qui reflétait certaines conceptions coraniques. Il est difficile de dire quelle aurait

été sa réaction concernant le débat autour des genres (on risque l'anachronisme), mais je pense néanmoins qu'elle aurait produit une lecture à contre-courant ou une expression caractérisée par la fragilité de la condition de l'homme et de la femme dans une cité souvent clivée par la violence. Ses actes de discours seraient libres. Elle s'exprimerait dans ses propres codes langagiers et culturels sans pour autant mobiliser le registre religieux devenu aujourd'hui central voire omniprésent dans l'action de certaines communautés.

au féminin

La foi chrétienne est un message d'égalité



Gabriel Fikri,
prêtre de l'Eglise syriaque

La Bible a été écrite dans un monde patrimonial et patriarcal. C'était une société dans laquelle seul l'homme décidait. Dieu, lui-même, y est représenté sous les traits d'un homme. Dans ces textes, nous trouvons

malgré tout quelques séquences ou livres qui abordent et qui présentent le rôle de la femme. Dans l'ancien testament, grâce au livre d'Esther, on peut observer que le judaïsme existe grâce à une femme qui a tout fait pour sauver son peuple. Dans le Nouveau Testament, on découvre le rôle de Marie. D'ailleurs dans l'Evangile, Le Christ est apparu d'abord aux femmes et les premières à annoncer la résurrection du Christ, ce sont les femmes.

Les femmes ont également joué un rôle important dans la propagation de cette foi. À l'origine, il n'y avait pas de prêtres au sens où nous l'entendons actuellement. C'est grâce à la conversion des femmes que le christianisme a pu se diffuser. À cette époque, il y avait des diaconesses. Ces dernières ont joué un rôle très important dans la transmission de la foi chrétienne. Ces femmes étaient au service de l'Eglise et ont accueilli les premiers chrétiens. Elles donnaient également des cours de catéchisme. À l'origine, les hommes s'occupaient très peu de l'enseignement et de la transmission de la foi. De nos jours encore, on constate que les femmes ont un rôle important à ce sujet. En effet, si la maman est croyante, l'enfant a plus de chances de l'être.

Avec l'arrivée de l'islam dans l'Empire byzantin, les choses ont peu à peu changé. Chez les Syriques cette croyance s'est implantée à une époque où les chrétiens étaient en train de s'entre-tuer.

Et ces chrétiens, ont vu en l'islam une sorte de libération face aux Byzantins qui persécutaient les croyants qui s'opposaient à eux. À partir du 8^e siècle, la culture islamique s'est imposée chez ces chrétiens pour devenir de plus en plus radicale. Petit à petit, la femme ne trouve plus place à côté de l'homme dans l'église, mais elle est même derrière lui et entre par une porte séparée. Cela fonctionne toujours de cette manière dans les synagogues et dans les mosquées. Encore maintenant, chez les chrétiens syriaques, il reste des traces de cela.

Gabriel Fikri se présente

Je suis d'origine syriaque, j'appartiens à l'Eglise syriaque et je suis prêtre de l'Eglise syriaque. Je suis réfugié religieux. Avant de venir ici, je ne parlais pas du tout en français. Je suis arrivé en Belgique quand j'avais à peine 16 ans. J'ai fait mes études secondaires supérieures et universitaires ici en Belgique et je suis maintenant prêtre depuis 3 ans. Je suis marié, j'ai des enfants et on m'a également donné la charge d'être le président de la concertation des Eglises de la province de Liège. Pour finir, je suis chercheur à l'université de Louvain et je termine une thèse de doctorat. Je donne également cours dans une école secondaire de la province de Liège en tant que professeur de religion catholique.

Entre l'Eglise syriaque et l'Eglise catholique, les différences sont surtout d'ordre culturel et non théologique. Un exemple de différence ? Le mariage des prêtres. Dans l'Eglise syriaque, les prêtres ont le droit de se marier. En outre, la vie religieuse n'est pas séparée de la vie publique. Mis à part ça, nous avons la même foi, les mêmes sacrements.

Nous pouvons les observer à travers le rituel du baptême. Chez les chrétiens orientaux, il y a un rituel pour les hommes et un rituel pour les femmes : le garçon est présenté à l'autel avec son parrain et est accueilli par le célébrant. Pour les petites filles, c'est différent : cette cérémonie d'accueil ne se fait pas à l'autel, mais en bas, dans l'église. Les femmes ne peuvent pas y monter car elles ne peuvent pas devenir prêtres.

De mon point de vue, l'histoire est la cause de la diminution de la place de la femme au sein des églises chez les chrétiens orientaux. Bien souvent, des jeunes filles orientales viennent me trouver car elles se demandent pourquoi leurs frères ont le droit de devenir diacre et pas elles. Mais malheureusement, les églises orientales ne sont pas prêtes encore à répondre à cette question. Je pense qu'il est grand temps de retourner aux origines où la femme occupait une place plus importante. Mais, malheureusement aujourd'hui encore dans l'esprit de nombreuses personnes, la tradition prime sur l'évolution.

Malgré cela, dans mon église, j'accorde une place importante aux femmes. Celles-ci se mettent au service de l'église et de la communauté et ont été ordonnées diaconesses. Sans elles, le rituel de la messe serait presque caduc. Il manquerait quelque chose. Elles jouent un rôle très important au sein même du conseil de l'église.

Dans d'autres paroisses également, dans certaines branches de la chrétienté, comme le protestantisme, les femmes ont la possibilité d'accéder à des fonctions importantes, de devenir prêtre ou de devenir, comme en Suède, cheffe de l'église. Ainsi, on peut voir, que d'une culture à l'autre, la place de la femme évolue différemment.

Dans l'Eglise catholique, dans l'Eglise syriaque et dans l'Eglise orthodoxe, la femme n'a pas encore la place de prêtre. Toutefois, en raison du manque d'officiants, il arrive qu'elle le remplace lors de certaines cérémonies. Dans l'Eglise catholique belge, on autorise notamment les femmes à célébrer les funérailles. Afin de pouvoir réaliser cette tâche, elles reçoivent une formation théologique. Malheureusement, elles ne peuvent pas être encore ordonnées. Néanmoins, à ce niveau-là, l'Eglise belge fait des progrès en leur accordant plus de place et de responsabilités au sein de ses églises.

C'est pourquoi, je pense que, tôt ou tard, l'Eglise catholique finira par ordonner des femmes et que ni moi ni quelqu'un d'autre ne pourrons empêcher cette évolution. Cela serait même dommage d'aller à l'encontre de cette dernière. En outre, il n'est écrit nulle part dans les Evangiles que le prêtre devait être un homme. Saint-Paul était pour l'ouverture aux autres cultures, aux autres traditions, à l'égalité homme femme. Dans sa lettre aux Galates dit : Il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a plus ni esclave ni libre, il n'y a plus ni homme ni femme ; car tous vous êtes un en Jésus Christ (Ga3, 28). Malgré sa



déclaration Paul respectait la tradition de son époque et dans sa lettre aux Ephésiens déclare : Femmes soyez soumises à vos maris, comme au Seigneur ; car le mari est le chef de la femme, comme le Christ est le chef de l'Eglise (Eph5, 22-23).

Avec le concile Vatican II, il y a déjà eu des tentatives de la ré-ordination des diaconesses. Paul VI était alors le pape. Mais, certains lui ont fait remarquer que, s'il acceptait d'ordonner les femmes en tant que diaconesses, cela leur laisserait la possibilité de devenir prêtre et puis

évêque. Et si elles deviennent évêques, elles peuvent devenir pape. Par conséquent, l'Eglise catholique a fait marche arrière. Depuis lors, le débat et les tentatives d'ordination des femmes ont été mis de côté. Je trouve cela extrêmement dommage, car en Belgique, il y a beaucoup de théologiennes qui possèdent des connaissances extraordinaires mais elles ne peuvent pas les mettre en pratique. Si ces femmes étaient ordonnées, elles pourraient donner naissance à une autre mentalité. Dans l'Eglise universelle (catholique, orthodoxe, orientale) l'esprit féminin manque. De mon point de vue, il faut aussi un regard féminin dans les décisions et dans la vie de l'Eglise. La communauté de l'Eglise n'est pas composée que d'hommes. Dès lors, il est important que les femmes aient leur mot à dire.

Selon moi, dans l'Eglise catholique et orthodoxe, il y a une fidélité à la tradition impliquant que seul l'homme peut diriger la messe. Je crois que cette fidélité à la tradition n'est pas bénéfique pour l'Eglise. La religion, au contraire, doit être un élément émancipateur du droit des femmes. Cela doit devenir un moteur pour mettre hommes et femmes sur le même pied d'égalité. Par le baptême, hommes et femmes sont égaux. Alors pourquoi créer une différence ? En outre, dans aucun rituel, on ne dit que l'homme est supérieur à la femme.

La religion est pratiquée par une petite minorité en Occident. Il y a également une séparation entre la

religion et l'état. Ici en Europe, on pourrait presque parler de faillite de la religion. Elle est marginalisée dans notre société. Pourtant, on considère que la religion peut être un obstacle à l'évolution de l'être humain, à l'égalité homme-femme. Cependant, le message de la foi chrétienne est un message d'égalité. C'est la société dans laquelle on vit, la culture qui nous imprègne, qui crée des clivages entre les hommes et les femmes.



Pour conclure, je dirais que notre lecture de l'évangile doit évoluer et s'adapter à son époque. Si l'Évangile ne pouvait pas être actualisé, on le mettrait de côté dans une bibliothèque. Il ne faut pas oublier que c'est un ouvrage qui a été écrit il y a 2000 ans d'ici. Nous devons le lire et l'interpréter avec notre regard d'aujourd'hui. Et, il est clair que ce message de l'Évangile fait partie de notre société actuelle, il ne faut pas le rendre étranger. Enfin, le message évangélique interpelle et rapporte des réponses à notre monde moderne.

Pourquoi ne pas changer ?



L'abbé Bruno Dekrem,
curé d'Erpent
(Namur)

La journée du 8 mars nous permet de nous questionner sur les droits des femmes et les droits de l'Homme en général. La Déclaration des droits de l'Homme est destinée à tout le monde et les décisions qui se prennent

au siège des Nations Unies à New York ont pour but de promouvoir ces résolutions dans le monde entier. Mais il y a tellement de cultures, de traditions différentes et il faut aussi les respecter... même si l'humanité doit continuer d'avancer. Et à ce niveau-là, l'Eglise catholique est partie prenante. Elle a une ambassade à New York, les nonces apostoliques délégués par le Vatican auprès des Nations Unies. Cette ambassade est une observatrice permanente qui n'a pas le droit de vote, contrairement aux autres pays. L'un des droits fondamentaux de l'Homme, c'est de vivre en paix, d'avoir un travail, d'avoir une identité, un nom, etc. Cependant, par moment, l'Eglise est assez catégorique sur certains sujets, certains droits. Un exemple, le Vatican refuse de procéder à des bénédictions pour les mariages entre hommes ou lesbiennes, mais les évêques belges ont réagi à travers leur porte-parole, en disant qu'il ne faut pas exclure des gens. C'est tout un débat. Il n'y a donc pas uniquement les Etats qui essaient d'évoluer, mais aussi l'Eglise.



Cette évolution peut se traduire dans notre manière de lire la Bible. En effet, il y a les fondamentalistes qui prennent le texte au pied de la lettre, mais la lecture biblique est plus large que cela. Par exemple, la Genèse est le premier livre de la Bible et on l'a en commun aussi bien avec les musulmans, le peuple juif, la tradition hébraïque, que les chrétiens de tous bords protestants, ... Toutefois, les interprétations peuvent varier. En ce qui me concerne, je lis ce texte à la lumière du relationnel : entre nos frères et sœurs, entre les hommes et les femmes et avec Dieu etc. Le texte nous livre un message d'amour, de paix et justice. Je crois aussi que c'est impossible d'avoir une lecture commune puisque nous sommes tous un peu différents, mais la base est là, la racine est là.

Lorsqu'on lit le Nouveau Testament, on se rend compte que Jésus est très révolutionnaire vis-à-vis de son environnement, de sa tradition et du culturel de l'époque. Il s'adresse aux femmes ce qui était hors norme à cette époque. Il y a 2000 ans, l'homme dirigeait, la femme passait au second degré, l'enfant avait encore moins de valeur qu'elle, car,

économiquement, ce dernier ne représentait rien, et, pour finir, il y avait les esclaves. Jésus va briser les tabous notamment, lorsqu'il entre en contact avec la samaritaine qui était une femme et qui n'était pas juive. Les disciples du Christ étaient encore bloqués dans un environnement ancien.

Aujourd'hui encore, il y a toujours des conceptions qui bloquent l'évolution des mentalités (même si les choses évoluent peu à peu). Par exemple, quand on regarde les traditions rituelles, aussi bien chez les juifs et les musulmans, il y a encore la séparation hommes-femmes dans les lieux de culte. Elle était aussi présente dans le culte catholique auparavant. Quand j'étais petit, les hommes étaient assis d'un côté et les femmes de l'autre. Je trouvais cela incroyable... Et ce n'était pas il y a si longtemps. Heureusement, les choses bougent, mais il reste encore du chemin à faire.

Anecdote à propos de l'évolution des mentalités

Lors de ma première année comme prêtre, j'étais vicaire à Neufchâteau et durant les messes et les célébrations, les acolytes, les enfants de cœur étaient uniquement des garçons. Après un travail assidu, j'ai pu faire en sorte que les filles puissent aussi le devenir. J'avais dû intervenir auprès du doyen à l'époque. Il y avait des petites filles au catéchisme qui me demandaient pourquoi elles ne pouvaient pas être enfants de cœur. C'est avec l'anniversaire des sœurs de la providence dont la fondatrice avait lancé l'enseignement pour les filles que les choses ont changé. Barbara, une fillette qui était au catéchisme avait entendu l'homélie du doyen. Celui-ci disait « et la fondatrice a fait l'enseignement pour les filles, etc... ». Elle est allée voir le doyen à la fin de la messe « Vous avez bien parlé de la fondatrice des sœurs de la providence qui a lancé l'enseignement pour les filles ! Pourquoi, moi, je ne pourrais pas être enfant de cœur ici, Monsieur le Doyen ? On est au 20^e siècle ». Par après, elle a pu devenir enfant de cœur. Je dois dire que je l'avais un peu encouragée. C'est un combat de faire évoluer les mentalités.

En effet, on peut difficilement se détacher d'une civilisation où des coutumes sont ancrées depuis des siècles, surtout sur le plan spirituel et religieux. Voici un exemple très concret : je suis arrivé à Erpent, il y a 7-8 ans et j'ai voulu changer certaines choses. Tout de suite, il y a eu des réactions : « Monsieur le Curé, on a toujours fait comme ça ». Ce quoi je répondais alors : « pourquoi ne pas changer ? ». Les gens ont peur du changement.

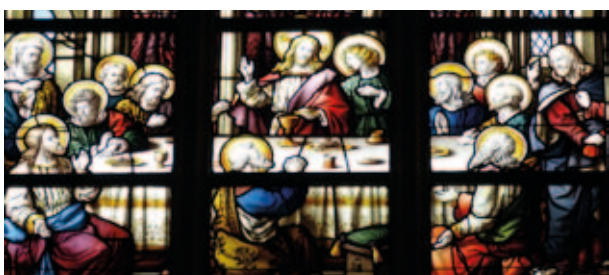


Auteur Daniel Villafruela (i) (c) (cc) Licence : CC BY-SA 4.0

Un autre exemple de cette peur du changement : le pape François souhaitait élargir la conception de la famille aux familles homoparentales lors du synode de la famille, mais le Vatican a fait marche arrière. Il y a toujours des restrictions, on reste toujours sur un terrain qu'on connaît et qu'on ne veut pas changer. L'être humain tend à toujours rester dans ce passé. Les traditions religieuses ici, peuvent donc être parfois un frein à l'émancipation, notamment celle des femmes. Malgré cela, je crois que l'Eglise va évoluer. Je pense cela sur base de l'enseignement de Jésus qui a un grand respect de tout le monde et de chaque être humain.

Ainsi, à l'heure actuelle, il y a peu de femmes dans l'Eglise comme institution, mais ceci aussi a évolué. Par exemple, depuis l'arrivée de Monseigneur Warin il y a deux ans, c'est la première fois dans l'histoire du diocèse de Namur qu'il y a deux femmes au conseil. Maintenant,

la femme est essentielle dans l'Eglise dans tout ce qui est enseignement. Le catéchisme est porté en grande partie par des femmes. L'Eglise a également des assistantes paroissiales qui sont des laïques, mais elles sont au service de l'église. Les assistants paroissiaux sont désignés et envoyés dans une paroisse, ils reçoivent une formation et ils sont là pour aider l'église. Cette fonction est en grande majorité occupée par des femmes. Naturellement, pour le sacerdoce, cela se complique : l'ordination de prêtre et des diacres permanents est toujours réservée aux hommes.



Je pense que c'est essentiellement parce que le Christ a constitué son équipe de 12 hommes. Les femmes sont toutefois bien présentes dans les textes (il y avait toujours des femmes durant

la passion, les femmes de Jérusalem, la vierge Marie,...).

Il faut savoir que l'enseignement pour les filles, jusqu'au 18^e siècle, était réservé aux garçons. L'Eglise et les congrégations (bénédictines, franciscaines, ...) ont ouvert l'enseignement aux filles. On constate tout de même qu'au début, l'enseignement délivrés aux filles n'était pas le même que celui donné aux garçons. Au départ, la formation des filles visait à faire d'elles de bonnes épouses. Mais c'était un début.

La femme a aujourd'hui une responsabilité importante : elle est la porteuse de foi pour sa famille, pour ses enfants. J'ai par exemple, un groupe de femmes qui viennent à l'église le lundi matin et après la messe de 9h, elles ont un groupe de prière des mères. Cette initiative est partie d'Angleterre où des femmes prient pour leur famille, les enfants, les petits-enfants, pour qu'ils grandissent en sagesse, etc. Au sein de la communauté chrétienne, la femme a donc une grande place.

LA FEMME

DANS LE CHAMP POLITIQUE

La présence de la femme dans la sphère publique constitue un critère important et un marqueur qualifiant quand il s'agit de parler, débattre et mesurer l'égalité des sexes.

L'engagement politique au féminin ne s'octroie pas mais plutôt se construit à partir des croyances qui germent dans les besoins de la société, s'élève avec les rêves de ses citoyens.

La thématique « La femme dans le champ politique » qui couvre cette troisième partie du dossier, trouve sa source et espace dans les différents échanges développés dans notre point animation, dans les approches recueillies lors des entretiens réalisés avec des experts, et ce après le regard observateur de la formatrice.

La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits

La journée du 8 mars a été l'occasion pour nous d'aborder la thématique des droits des femmes en classe et d'échanger avec nos apprenants autour de la place des femmes en politique. Pour ce faire, nous nous sommes basés sur l'outil de Culture

et Santé « Vive Olympe ! » qui nous a permis de réfléchir à l'évolution des droits des femmes et à leur place en politique en Belgique mais aussi dans les pays de référence de nos apprenants.

À l'évocation de la date du 8 mars en classe, le vocabulaire connu des apprenants fuse : « le 8 mars ? c'est une fête pour les femmes, on donne du chocolat, des cadeaux, des fleurs, des parfums ». « Mais c'est un jour spécial aussi, mais je ne sais pas pourquoi ». La formatrice complète « en effet, c'est la journée internationale des droits des femmes ». De là viennent les questions « c'est quoi les « droits », je ne connais pas en

français ? ». Comment l'expliquer simplement ? Nous discutons ensemble des droits, c'est « ce qui est bien pour une personne », « ce qu'elle peut faire, les possibilités, le regard de la justice et des lois ». Les femmes ont des droits mais aussi les hommes bien sûr, les enfants, les personnes étrangères, les animaux... il y a plein de droits. Et parmi ceux-ci, la possibilité pour les femmes de participer à la politique.

Parler politique en classe...

Bien qu'il s'agisse d'un groupe de débutants, les apprenants sont d'habitude assez loquaces. Cependant, à l'annonce du mot « politique », c'est plutôt taiseux. Je leur demande « pour vous, à quoi pensez-vous quand vous entendez le mot « politique » ? » Ils pensent au Parlement, au Gouvernement, à la police, aux avocats, juges et journalistes. Ce sont des personnes et les bureaux dans lesquels ils travaillent.

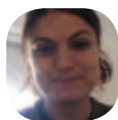


J'obtiens quelques mots de vocabulaire mais aucun ne semble disposé à développer. Quelqu'un

se lance : j'ai quitté mon pays parce que la politique n'est pas bien là-bas. Je n'aime pas parler politique. » D'autres acquiescent. J'en profite un peu en centrant le sujet sur ce qu'ils auraient déjà pu observer en Belgique : quand la population n'est pas d'accord avec la politique, que peut-elle faire ? « Manifester, parler, dire que ça ne va pas, signer des pétitions, et voter aussi, c'est bien de voter ». « En Belgique il paraît que c'est obligatoire de voter, c'est vrai ? » - « oui, en effet ! »

Et les femmes dans tout ça ...

La formatrice continue, « et les femmes, elles peuvent voter ? Depuis quand ? Vous avez une idée des dates en Belgique ? Et dans vos pays comment cela se passe-t-il ? » À l'aide de fiches illustrées, nous faisons ensemble la ligne du temps de l'évolution des droits des femmes en Belgique. Les apprenants font remarquer que c'est assez lent ! Les femmes ont accès au vote petit à petit, ce n'est pas égalitaire au début (avant le suffrage universel mixte en 1948, seules les veuves et les femmes ayant été prisonnières par les Allemands ont la possibilité de voter). Mais, maintenant c'est bien, il y a plus d'égalité et les femmes ont des possibilités, même pour devenir ministre. Dans certains pays l'évolution est la même, dans d'autres les femmes sont encore assez peu reconnues malgré les demandes.



Gönül nous dit qu'en Turquie, comme en Belgique, avant c'était difficile pour les femmes, c'était toujours des hommes. La première femme turque en politique est Tansur Ciller en 1992. Aujourd'hui tout le monde peut voter et est mélangé.



Bouchra (Syrie) ajoute que l'égalité c'est bien car il n'y a pas de droits pour tout le monde partout, que

les hommes sont souvent plus avantagés. Les femmes s'occupent des repas, des enfants, elles restent à la maison.

Hawda dit qu'en Lybie c'est la même chose. Son mari, **Naser** dit que c'est ainsi dans tout le monde arabe.



Ali, qui vient d'Irak, dit qu'avant ce n'était pas bien mais maintenant les choses s'améliorent, même si ce n'est pas l'égalité. En Irak, à l'heure actuelle, les femmes peuvent chercher du travail, elles sont en politique mais pas beaucoup. Peu à peu les femmes votent mais elles restent plus souvent à la maison que les hommes. Il y a encore des maris qui ont le contrôle sur leur épouse.

Il est encore difficile pour les apprenants d'exprimer dans le détail leur pensée et leurs observations. Cependant, nous nous accordons sur le fait que pour avoir des droits il a fallu généralement se battre. Le 8 mars, c'est l'occasion de s'interroger explicitement sur des questions citoyennes et profondément humaines.

Ce qui a plu ...

Les apprenants apprécient l'occasion via Nouveau Souffle de poser des questions aux politiciens et d'avoir un certain contact avec eux. Même si, en classe, les questions ne leur viennent pas directement, ils apprécient l'exercice, même

s'il est difficile. D'ailleurs, la disponibilité des politiciens les surprend. Après réflexion, ils se posent des questions sur la difficulté d'être une femme en politique, si l'égalité est vraiment respectée...

Femmes et politique



**Florence
De Bleekere**

Aujourd'hui, la Belgique est composée de 51% de femmes et 49% d'hommes¹. Cependant, quand nous regardons les parlements de notre pays qui représentent le vote direct de la population,

nous remarquons que la présence des femmes avoisine en moyenne les 41%². Que penser de ce constat en sachant que les parlements sont censés représenter la population ? Et que les députés, choisis par celle-ci, élaborent les lois qui s'appliqueront à tous, hommes et femmes ? Si la parité est inscrite dans la Constitution belge, les faits révèlent qu'il y a encore du chemin à faire pour qu'elle soit totalement respectée et effective.

Nous avons souhaité aborder ce sujet avec nos apprenants à l'occasion de la date du 8 mars. Il n'est pas meilleur moment pour réfléchir à la place qu'occupent les femmes dans l'espace public ainsi qu'à leurs droits et à l'évolution de ceux-ci. Pour ce faire, nous avons organisé des séances d'animation auprès de deux classes de niveaux A1 et A2. L'utilisation de l'outil d'éducation permanente « Vive Olympe » de Culture et Santé³, nous a permis d'introduire le sujet de la place des femmes en politique et de réfléchir à l'évolution de celle-ci en Belgique mais aussi dans leurs pays d'origine respectifs. L'objectif de la démarche était de favoriser l'échange sur cette thématique mais aussi de favoriser un contact entre nos apprenants et la sphère politique. En effet, les

apprenants ont réfléchi à des questions à poser à différents politiciens et nous les leur avons transmises.

Le résultat des échanges avec mes apprenants et ensuite celui de mes entretiens avec Patricia Grandchamps (Première Echevine de la commune de Namur, Ecolo), Valérie Déom (ex-Députée fédérale, Secrétaire générale de Femmes Prévoyantes Socialistes Namur, PS - réseau Solidaris) et Stéphane Hazée (Parlementaire wallon, Ecolo) m'ont permis de mieux cerner les différentes problématiques qui concernent les femmes, particulièrement dans l'espace public et politique.



Tout a commencé en classe. Suite à la lecture d'une ligne du temps des droits des femmes en Belgique, ce qui m'a marquée, ainsi que les apprenants, c'est la lenteur de l'évolution de la place des femmes dans la chose publique. Entre la Déclaration des droits de la Femme et de la Citoyenne d'Olympe de Gouges en 1791, l'ouverture partielle du vote aux femmes en 1919,

¹ <https://statbel.fgov.be/fr/themes/population/structure-de-la-population>, consulté le 01/04/21.

² https://indicators.be/fr/i/G05_FMP/, consulté le 01/04/21.

³ <https://www.cultures-sante.be/nos-outils/outils-education-permanente/item/492-vive-olympe-un-jeu-pour-explorer-l-histoire-des-droits-des-femmes-en-belgique.html>.

le suffrage universel mixte en 1948, la première femme ministre belge en 1965 et la parité qui commence à s'observer depuis seulement quelques années, le temps me semble long. Et cette longueur a aussi été témoignée par les politiciens avec lesquels nous avons parlé. Ce qui, selon ces derniers, prend du temps, c'est le changement des mentalités au sein de la société. Pour qu'une société évolue et ses droits avec elle, il y a un grand travail de sensibilisation et de conscientisation à fournir, que cela concerne la place des femmes en politique, la répartition des tâches au sein du foyer, leur rôle dans des entreprises et des conseils d'administration ou encore simplement en tant que personnes ayant une voix à faire entendre.

Concernant spécifiquement la place des femmes en politique, le terme « combat » revient régulièrement. Il m'a été confirmé, sans surprise, que la politique est un « monde dur », particulièrement pour les femmes, qui ressentent là peut-être plus qu'ailleurs encore le système patriarcal qui pèse encore sur nos mentalités. Harcèlement, remarques déplacées, devoir de faire doublement ses preuves ... il semblerait que ces éléments fassent partie de la vie politique encore aujourd'hui pour la gent féminine. D'ailleurs, ce combat semble plus indirect, insidieux, car nous pensons que l'égalité homme-femme est maintenant acquise et que les événements que l'on pourrait rapporter sont factuels et sans importance majeure. Dans ce contexte, les mouvements féministes ont encore leurs raisons d'exister. Si l'on parle de leurs victoires passées avec beaucoup de reconnaissance (acquisition du droit de vote, émancipation économique, place sur les listes électorales, etc.), leurs combats actuels sont encore à soutenir, car si l'égalité homme-



femme est théorisée dans notre Constitution, les faits relèvent que nous n'y sommes pas encore complètement. Soulignons tout de même l'évolution positive (mais lente donc) qui, chaque jour, permet aux femmes de trouver leur place dans la chose publique et politique.

En abordant le sujet de la journée internationale du droit des femmes le 8 mars, j'ai remarqué un certain désintérêt pour la politique parmi mes apprenants. Refus d'en parler car cela réveille des souvenirs douloureux, incompréhension due au niveau de langue, focalisation de leur attention sur des sujets de leur quotidien... les raisons sont nombreuses pour ne pas s'informer de l'évolution des décisions politiques. Je parle des apprenants, mais je sais que dans mes connaissances, peu s'intéressent également au sujet. Moi-même, je reconnais que c'est mon travail qui m'incite à m'informer, mais qu'en dehors de mon cadre professionnel je ne m'investis pas explicitement. D'où vient ce désintérêt ? Perte de confiance envers les représentants politiques ? Manque

de temps ? Manque de disponibilité psychologique (la gestion du quotidien est de plus en plus prenante) ? Ce sont des suppositions avancées par plusieurs.

Et qu'en est-il des femmes ? Ont-elles encore moins de raisons de s'y intéresser ? Vraiment ? Ou ont-elles moins de possibilités, encore

aujourd'hui ? Ces questionnements n'ont pas de réponse toute faite. Mais leur existence, ainsi que celle des mouvements féministes, des lois, des quotas, nous montrent que l'égalité n'est pas encore tout à fait acquise, que c'est encore « un combat », « lent » et « douloureux », mais qui aura le mérite de donner à la moitié (et même un peu plus) de la population la place à laquelle elle devrait avoir droit.

Les mentalités changent moins vite que les lois



Valérie Déom,
ex députée et
co-directrice de la
mutuelle Solidaris

Aujourd'hui, je fais partie d'un corps intermédiaire, il s'agit de représentants des citoyens ou de citoyens eux-mêmes qui se mettent ensemble pour défendre l'une ou l'autre cause, et qui jouent les intermédiaires

entre le citoyen individuel et le politique. Ce sont, des institutions, des associations qui ont pour vocation de faire du lobby au niveau des organes politiques. En Belgique nous connaissons surtout deux grands corps intermédiaires qui sont les syndicats et les mutuelles et nous avons un système de concertation sociale qui est très poussé et très abouti. Les mutuelles sont une force de revendication, de propositions entre le citoyen et les élus politiques et elles sont, à l'instar des syndicats, un organe de concertation par rapport, par exemple, à la fixation des honoraires, des médecins conventionnés et non-conventionnés, etc. Chez Solidaris, nous sommes donc un acteur social, citoyen et politique. Les associations du non-marchand ont tout autant leur place et leur importance dans ce rôle de porteur de revendications. Il y a par exemple les mouvements féministes qui sont aussi pour moi des corps intermédiaires. Chez les Femmes Prévoyantes Socialistes, dans le cadre de la défense du principe d'égalité homme- femme, nous faisons remonter toute une série de revendication vers les pouvoirs politiques. Par ailleurs nous initions sur le terrain toute une série de projets, d'actions et d'activités dans le cadre de l'éducation permanente, avec pour objectif l'émancipation des bénéficiaires avec lesquels nous travaillons.

Au niveau des institutions politiques comme les parlements ou les gouvernements, nous avons vécu longtemps avec une sous-représentativité des femmes. C'est seulement depuis la loi de 2002 qui impose des quotas en politique en obligeant le même nombre d'hommes et de femmes sur les listes électorales, que nous avons vu une montée en puissance des femmes au sein des hémicycles. Il a donc fallu une loi contraignante et aujourd'hui, par exemple à la Chambre des Représentants, il y a 45-48% de femmes et c'est un peu la même chose dans les autres hémicycles belges. Nous ne sommes pas encore aux 50% mais nous venons de 3-4 % au début du 20^e siècle.

Concernant certains corps intermédiaires comme notamment les syndicats voire les mutuelles, il faut reconnaître qu'il y a également eu, longtemps, une sous-représentativité des femmes, les corps intermédiaires ont souffert de cette même discrimination, de cette même inégalité. Ils se sont, comme les politiques, largement améliorés, notamment parce qu'ils ne pouvaient pas à la fois prôner l'égalité (par exemple salariale) entre les hommes et les femmes ou l'égalité de représentativité au sein de la politique ou des entreprises sans l'appliquer eux-mêmes. Par contre, dans d'autres corps intermédiaires comme dans le secteur du non marchand, nous voyons que les métiers sont encore à plus de 80% des métiers dits « de femmes », exercés majoritairement par la gent féminine. C'est un fait lié à l'histoire et aux stéréotypes de genre véhiculés dans le choix d'un métier. Le rôle des femmes est un peu identique dans les institutions politiques et dans les corps intermédiaires, les

enjeux sont leur représentativité et afin de mieux défendre le principe d'égalité.

Il y a aussi des quotas imposés dans les CA des entreprises publiques et entreprises cotées en bourse. Si les entreprises publiques ne sont pas à proprement parler des corps intermédiaires, elles sont dans le secteur des services publics et le fait qu'elles respectent cette égalité homme-femme semble être aussi important qu'au niveau des corps intermédiaires. Il y a aussi un décret wallon qui préconise une meilleure égalité dans la composition des conseils d'administration de certaines asbl, notamment dans le non-marchand, mais là, à l'inverse, ces quotas ont bénéficié à des hommes. Quand on prône l'égalité, on la prône dans les deux sens. Sauf que le plafond de verre, soit l'impossibilité pour les femmes, même si elles ont les compétences, d'accéder aux fonctions supérieures, d'être élues ou de devenir ministre est une réalité sociologique. Les femmes n'avaient pas accès aux hautes fonctions alors qu'elles le souhaitaient et étaient compétentes pour le faire. Au niveau des asbl, je ne pense pas qu'il y avait ce plafond de verre, et je ne pense pas qu'il y avait des hommes qui souhaitaient accéder à des fonctions et qui n'y arrivaient pas. La féminisation du secteur non-marchand est une question de stéréotypes quant aux métiers couverts par ce secteur et c'est à mon sens à ce niveau qu'il faut agir.



La participation de la femme dans la chose publique, constitue davantage une question sociologique qu'une question politique. On se rend compte que grâce aux quotas, il y a

une meilleure représentativité des femmes en politique, et ce à tous les niveaux de pouvoir (communal, provincial, régional, communautaire, fédéral, européen), et donc au sein des partis politiques également. Toutefois cela fait tellement d'années que la chose politique appartient aux hommes qu'encore trop peu de femmes considèrent qu'elles ont leur mot à dire. Il y a longtemps qu'elles revendiquent de pouvoir voter ou d'être élues mais, malgré tout, par rapport à la citoyenne lambda, nous ne sommes qu'un tout petit échantillon de la représentativité féminine en politique. Je l'ai constaté sur le terrain, car je suis un pur produit des quotas, s'il n'y avait pas eu ces derniers, je ne suis pas certaine que j'aurais été élue et serais devenue femme politique. On est venu me chercher en me disant « on a besoin de femmes sur les listes, qu'en penses-tu ? ». J'ai répondu que je n'en pensais que du bien. Et, par ailleurs, la conjoncture électorale était ce qu'elle était et j'ai été directement élue députée fédérale. Durant les différentes campagnes électorales auxquelles j'ai participé il n'a pas été évident d'avoir le vote des femmes. Les femmes ne faisaient pas nécessairement confiance aux femmes, elles avaient parfois tendance, sans faire de généralités, à voter comme leur mari. Dans les faits, l'émancipation des femmes en politique est parallèle à leur émancipation économique. Une femme au foyer s'intéressait peut-être moins à la politique parce qu'elle avait son foyer à gérer. Il y a donc une évolution parallèle par rapport au fait que les femmes réclament de plus en plus de libertés et notamment cette liberté de pouvoir travailler. Sauf que même si elles acquièrent cette liberté de pouvoir travailler, les mentalités de la société patriarcale ne changent pas, et, c'est encore aujourd'hui plus de 80% de femmes qui les assument plus de 70% des tâches liées à la gestion du foyer. Les femmes qui travaillent font donc un double travail : celui de femme, de mère, de gestionnaire du foyer et celui d'employée. En prenant cela en compte, elles pensent sans doute qu'en devenant conseillère communale qui ne constitue pas un travail à temps plein, il faudra garder son emploi, s'occuper de la maison

et pratiquer une activité politique en parallèle, ce qui n'est pas faisable avec leurs horaires. Car l'organisation du travail politique ne prend pas réellement en compte, le fait de concilier vie politique et vie familiale. Puisqu'anciennement les messieurs politiques s'occupaient peu des tâches ménagères, ils pouvaient consacrer tout leur temps à leur action politique. Or, s'investir en politique demande énormément d'énergie et de temps. Sans doute que le désintérêt des femmes pour la politique vient donc de plusieurs facteurs, notamment du facteur temps et du facteur sociologique. Même si je pense que les choses évoluent, et nous le voyons à travers notre mouvement féministe, il y a de plus en plus d'intérêt des femmes pour la politique. Quand nous faisons des animations sur le droit de vote, sur les comparaisons des programmes des partis, les revendications, etc., nous sentons qu'il y a un intérêt des femmes et des jeunes filles. Je pense qu'il y a une évolution des mentalités, mais celles-ci changent moins vite que les lois.

Quant à la manière dont elles participent à la chose publique, elles le font entre autres via les corps intermédiaires, le militantisme associatif, les mouvements féministes, etc. Notons que dans le milieu associatif, il y a une belle représentativité des femmes. Peut-être choisissent-elles ce créneau moins énergivore pour faire entendre leur voix. Elles ne sont peut-être pas encore assez présentes dans les formations politiques mais je pense qu'elles sont bien présentes en disant « je milite, même si je ne suis pas élue, au moins je fais entendre ma voix et j'interpelle les élus. »

Mais pour en revenir au monde politique stricto sensu, il y a la question du harcèlement vis-à-vis des femmes. Parlons du rôle des réseaux sociaux et de cette place exponentielle qu'ils prennent dans le débat politique. Il faut savoir que les

femmes politiques ne subissent pas autre chose que les citoyennes qui ne sont pas élues. Nous sommes des femmes avant tout, mais aussi des femmes politiques et donc des femmes publiques. Il y a une difficulté pour ces femmes de subir cette « double peine », qui consiste à être une personne publique et d'être ainsi exposée à la critique, assez virulente aujourd'hui via les réseaux sociaux, et en plus le fait d'être une femme, ce qui les expose à des critiques machistes très violentes. Or, même si le harcèlement est virtuel, sa violence est bien réelle. En parlant aujourd'hui avec des députées, j'apprends que ce phénomène pourrait même être un frein pour les femmes qui souhaiteraient venir ou rester en politique. Les femmes politiques subissent aujourd'hui de plein fouet ce harcèlement violent et vulgaire qui pourrait les

détourner de la chose politique. C'est un énorme fléau et une question sociologique dont on pourrait débattre pendant des heures.

Sur un autre plan, on peut se poser la question de savoir quel parallélisme on peut tracer entre l'égalité du genre et l'égalité des droits.

L'égalité du genre, c'est une revendication politique, un positionnement philosophique, idéologique. L'égalité des droits est quelque chose de plus factuel, cela relève du domaine juridique. En Belgique, nous avons un très bon arsenal législatif en matière d'égalité et de non-discrimination. Nous avons été un des premiers pays européens à combattre le racisme et la xénophobie avec la « loi Moureau » (1981). Cette loi s'est au fur et à mesure enrichie des différents combats en matière d'égalité et de non-discrimination. Nous avons aussi adopté en Belgique le principe des quotas sur les listes électorales. Nous avons une loi pour lutter contre l'écart salarial, qui n'est malheureusement pas encore très efficace. Nous avons des lois qui répriment les violences



et les violences conjugales, malheureusement celles-ci sont encore omniprésentes et tournées principalement contre les femmes. Nous avons donc un important arsenal législatif et juridique, qui existe. L'égalité des droits est affirmée à travers la législation et les décisions juridiques, mais dans les faits malheureusement il y a ce changement de mentalité qui n'intervient pas assez vite. Par exemple par rapport à l'écart salarial entre hommes et femmes, dû entre autres aux choix de carrière stéréotypés. Citons les métiers des soins de santé, les métiers où il faut « s'occuper des autres », qui sont occupés principalement par des femmes et complètement dévalorisés. Ces métiers procurent moins de rentrée financière aux femmes, salaire moindre, cela a un impact aussi sur les pensions des femmes et donc de manière générale sur leur pouvoir d'achat tout au long de leur vie. Concernant la violence, encore une fois l'arsenal existe mais les faits sont encore là. Concernant la répartition des tâches ménagères et la gestion du foyer, on évolue, mais on évolue très lentement. En guise d'exemples, il y a le congé parental, qui a été amélioré mais que l'on doit encore revoir, parce que c'est en général la personne qui a le salaire le moins élevé qui va prendre ce congé pour perdre moins de pouvoir d'achat, et donc ce sont souvent les femmes. Il y a aussi le congé de paternité, qui pour moi doit être encore allongé, même s'il est passé à 15 jours, et il doit par ailleurs être rendu obligatoire. Trop d'hommes ont encore peur au sein de leur société ou de leur entreprise d'être freiner dans leur évolution de carrière parce qu'ils vont prendre un congé de paternité. C'est toute une série de choses qui permet de faire avancer les mentalités sur le concret, car cela permet réellement de répartir de manière plus égalitaire, la charge mentale et la charge de travail dans la gestion du ménage entre les hommes et les femmes.

Pour parler d'égalité de « genre », il faut constater que le genre aujourd'hui ne se limite plus aux genres féminin et masculin. Nous avons tout ce qui relève de LGBTQ, c'est-à-dire tout ce qui

est transgenre, queer, des personnes qui ne se sentent appartenir ni à un sexe ni à l'autre, des gens qui évoluent par rapport à ça, qui vont jusqu'au bout de la transformation ou non, etc. Ces personnes commencent à représenter une partie de la société et, quand aujourd'hui on discute de l'égalité homme-femme, il faut englober, quand c'est possible, cette égalité de genre. Notamment au niveau politique. Nous avons eu récemment une belle avancée au niveau du gouvernement fédéral puisque qu'il est composé de quasi autant d'hommes que de femmes, et que par ailleurs il compte une ministre transgenre. En effet, nous devons prendre le train « du genre » en marche, qui va au-delà de l'égalité homme-femme. Quand on parle d'égalité des droits et d'égalité des genres, soulignons que l'égalité des droits est consacrée par nos textes juridiques entre hommes et femmes... L'égalité des genres n'existent pas encore dans ces textes, et donc comme pour l'égalité femme-hommes un changement de mentalité est encore nécessaire. Et là, bien évidemment, intervient l'éducation.



Cela fait maintenant quelques années que la Fédération Wallonie-Bruxelles a décrété le principe de neutralité du genre dans les manuels scolaires. Quand on apprenait le français à l'école, il n'y a pas si longtemps encore, c'était « maman est à la cuisine et elle prépare à manger », et « papa lit son journal dans le salon après son travail ». Il y a donc un réel travail à faire dès le plus jeune âge, sinon on reproduit les stéréotypes, il sera difficile de faire de futurs adultes éveillés et réflexifs. Les stéréotypes liés aux choix des métiers font partie de cette réflexion. Je pense véritablement

que l'on doit baser notre système éducatif, à tous les niveaux du système, sur la lutte contre la discrimination et la lutte contre les stéréotypes de genre. Il y a un travail énorme à faire, au niveau de l'école mais aussi au niveau des parents. Il est bénéfique d'avoir un environnement qui permette de réfléchir et de discuter de la question, de se faire sa propre opinion ou de faire évoluer sa mentalité.

Dans cet ordre d'idées, comme les revendications concernant l'égalité F/H existent depuis longtemps, je pense que beaucoup de jeunes pensent aujourd'hui que les choses sont gagnées, acquises, et qu'il n'y a plus besoin de se battre pour elle. Or, la discrimination est beaucoup plus insidieuse qu'avant, puisque nous ne sommes plus dans des stéréotypes flagrants comme dans les années cinquante. L'image de la femme dans la publicité, les termes véhiculés sur les réseaux sociaux par exemple sont toujours présents mais plus sournois ; il devient difficile de raccrocher les plus jeunes à la revendication féministe, parce que nous passons pour de « vieilles emmerdeuses ». Toutefois je nuancerais mon propos car le mouvement de #metoo, a

réveillé les consciences, même si sa naissance et les récupérations sont critiquables. Nous avons vu des jeunes se revendiquer féministes car on libérait la parole par rapport aux harcèlements et attouchements. C'est quelque chose qui existe dans tous les milieux : dans le métro à Bruxelles comme dans un bus en milieu rural. Le mouvement #metoo était une porte d'entrée assez ciblée, le sujet était porté par des vedettes, des chanteuses et comédiennes célèbres, mais l'aura dont elles disposent auprès des jeunes à changer la donne. Cela a permis aux jeunes filles de se dire « si les actrices ont vécu ça, moi je peux dire que je l'ai vécu aussi ». Les jeunes filles se sont engouffrées dans ce mouvement et ont par ce biais un peu renoué avec les mouvements féministes. Avec le cyber militantisme, on arrive aussi à raccrocher les jeunes car il s'agit d'une manière de militer plus en phase avec leur environnement hyper connecté. On ne descend plus nécessairement dans la rue avec des pancartes, même si c'est encore très utile et très prenant de le faire. Aujourd'hui c'est le cyber militantisme qui intéresse beaucoup les jeunes et nous arrivons à les raccrocher aux combats féministes par ce biais.

Approche féministe ou approche féminine ?

Être féministe est un positionnement idéologique, politique, qui défend des valeurs d'égalité, d'équité, des objectifs en matière, de droits des femmes de disposer de leur corps, d'émancipation des femmes, d'émancipation économique, etc. Ce sont des valeurs et des objectifs que les mouvements féministes poursuivent afin de construire une société plus égalitaire.

Être féminine est un positionnement plus esthétique, qui répond aux standards de la société dont on peut constater qu'elle est encore

extrêmement patriarcale, et que quelque part les canons de beauté sont plutôt édictés par des hommes ou en tous les cas adoptés par les femmes pour faire plaisir aux hommes. Maintenant, je ne m'inscris absolument pas dans le mouvement qui oppose obligatoirement féministe et féminine, je ne considère pas qu'on soit forcément une bonne féministe si on ne s'épile pas, si on s'habille sans talon, si on ne se maquille pas, etc. Et je considère, à l'inverse, qu'une femme qui aime bien-être élégante, se faire les ongles, qui s'épile,... peut être également une excellente féministe. Pour en

revenir au féminisme si le fondement féministe - égalité femmes - hommes - est sans doute identique, la manière de le défendre est multiple. Prenons par exemple les quotas en politique pour les femmes : il y avait certains mouvements féministes belges qui étaient opposés à cela. Sur la question de la prostitution, certains mouvements féministes sont abolitionnistes et d'autres proposent une adaptation des lois. Même au sein de mon propre mouvement, je ne suis pas d'accord avec toutes mes collègues. Il y a des positionnements féministes dans lesquels je ne me reconnais pas. C'est entre autres le cas quant à cette opposition entre être féminine et féministe.

Maintenant, ce que nous devons défendre en tant que féministes- et ce n'est pas simple car nous sommes aussi formatées- c'est la question du choix. C'est à dire qu'être féminine ou ne pas l'être doit rester un choix, ce ne doit pas être imposé par la société. C'est-à-dire qu'une femme ne doit pas être plus ou moins entendue et écoutée parce qu'elle est habillée d'une manière ou d'une autre. Elle ne doit théoriquement pas transformer son attitude physique pour obtenir quelque chose ou pour être crédible. En pratique, c'est comme le changement des mentalités... ce n'est pas gagné. Les stéréotypes et préjugés continuent d'exister, même si une évolution est en cours.

En sachant qu'en étant féministe, on est porteuse d'un message, on sait combien la parole est

importante dans le message, ainsi que tout ce qui l'entoure, y compris le langage corporel et l'habillement. On sait d'ailleurs que, de manière générale, on émet déjà un avis en voyant une personne, même si elle ne dit rien.

En fonction de ce que cette personne dit ensuite, à nous de déconstruire notre premier jugement ou dans tous les cas de ne pas s'arrêter à cela. Ce qui est évident et il faut être honnête, c'est qu'on ne peut jamais se départir totalement du physique, mais on doit pouvoir passer au-delà. Quelque part, en tant que féministe on est femme publique parce qu'on porte un message et un positionnement idéologique qui devient revendications politiques.

Aux yeux des personnes à qui nous nous adressons en nous revendiquant féministes, nous sommes porteuses d'un message, d'une image et nous représentons une frange de la population et cela nous devons en avoir conscience par ailleurs, le féminisme ne compte pas que des femmes, des hommes se revendiquent comme tels également. Soulignons également que certaines femmes sont féministes sans être nécessairement femmes publiques. Les mères qui œuvrent dans une éducation égalitaire de leurs enfants par exemple, ou les femmes qui font certains choix de métiers. Elles œuvrent au quotidien au changement de la société sans être forcément des figures de proue des mouvements féministes belges ou étrangers.



Briser le plafond de verre



Patricia Grandchamps,
*Première Échevine de la Ville de Namur,
Échevine de l'éducation et de la participation*

Quel conseil souhaiterais-je donner à une femme qui débute en politique ? Tout d'abord penser à l'équilibre familial. Si la personne vit en couple, a des enfants, il est nécessaire de réfléchir en famille à l'équilibre et à la répartition de la charge mentale. Les responsabilités organisationnelles du ménage sont encore souvent portées par les femmes, malgré l'évolution positive des pratiques ces dernières années. Être représentant politique est une fonction prenante qui nécessite beaucoup d'énergie, beaucoup de temps et qui se passe souvent en soirée. S'il n'y a pas d'accompagnement dans la gestion quotidienne et familiale c'est très compliqué. Et cette question devrait se poser pour tout le monde, pas seulement pour les personnes qui feraient de la politique. Je suis mère de quatre enfants, des grands et des petits, et j'ai remarqué une évolution en observant le nombre de pères qui viennent chercher les enfants à la crèche ou à l'école. C'est cela qui m'a permis, pour moi, d'avoir un engagement, d'avoir un équilibre et de privilégier les moments de qualité en famille et dans ma fonction. La deuxième chose, c'est d'avoir conscience de l'engagement que l'on prend en se lançant en politique. Je parle là des mandats exécutifs, on ne se rend pas toujours compte de la charge de travail et de l'énergie que cela demande. Les plans d'action sont souvent ambitieux et demandent de l'organisation, de l'attention et de l'énergie. C'est important à savoir, pour ne pas souffrir de surcharge.

Concernant la place des hommes dans les domaines de la petite enfance et dans les écoles, je remarque une vraie évolution par rapport aux parents, c'est très positif. Les pères participent de plus en plus. En termes de métiers nous sommes encore dans un secteur considéré comme « féminin » : il y a quelques hommes, mais les mœurs laissent à penser que vu que les filles jouent à la poupée, elles s'occuperont des enfants et par suite logique elles travailleront dans la petite enfance. Mais les hommes arrivent, et c'est très bien.



En Belgique, la place de la femme en politique a évolué positivement au fil des siècles, mais des améliorations peuvent encore être apportées. La première évolution, selon moi, est le principe « de la tirette », ancré aujourd'hui dans un décret : il faut désormais que les listes électorales comportent à chaque fois une alternance homme-femme. Il faut savoir qu'Ecolo a été le premier à le faire, bien avant que ce ne soit une obligation. Ça a été l'occasion de mettre des femmes en haut de la liste, à des places stratégiques, ce qui n'était

pas souvent le cas dans le passé. Les hommes occupaient les places les plus importantes et on mettait une ou deux femmes pour faire plaisir. Une autre avancée a été les quotas de femmes dans les exécutifs. Ce n'est pas la parité qui est nécessaire mais au moins la présence de femmes. Cette disposition n'a pas totalement résolu le problème mais c'est un premier pas. Il y a en fait plus de femmes dans les assemblées mais ça ne s'observe pas encore de manière générale dans les exécutifs. On observe que les femmes commencent à monter dans la hiérarchie, mais on rencontre encore peu dans les comités de direction. C'est le fameux « plafond de verre » qu'il va falloir essayer de briser. D'ailleurs, il y a très peu de femmes bourgmestres en Wallonie, je pense qu'on est en dessous de 20%. Cela illustre bien que les postes les plus élevés dans la chaîne de décision sont encore peu accessibles aux femmes, et qu'il y a encore beaucoup de travail.

De plus, dans les parlements, nous ne sommes pas encore dans une parité. Il y a cependant eu une évolution dans les conseils communaux. Par exemple chez Ecolo à Namur, nous sommes trois membres du collège, deux femmes et un homme. Parmi nos membres au conseil, il n'y a qu'un homme sur six personnes. Ce qui veut dire que chez Ecolo, nous avons vraiment un « vote femmes », il est important de le souligner. Sur une liste, souvent, les femmes ont plus de voix proportionnellement que les hommes. J'ai déjà participé à des dépouillements d'élections et on peut parfois observer que des électeurs cochent toutes les femmes et uniquement elles. Il y a une vraie culture du féminisme, une volonté de donner la place aux



femmes dans le monde politique. Cela s'observe moins dans les autres partis, pour lesquels les groupes sont plus équilibrés, avec moins de femmes dans les assemblées et les exécutifs même si une évolution est notable également.

Concernant la répartition des sujets communaux au sein des échevins, cela se fait démocratiquement : après les élections communales, il y a des négociations entre partis, puis nous recevons des mandats avec des compétences. Les candidats discutent des matières, et il n'y a pas de clivage ou de stéréotype concernant les femmes. Je peux prendre mon cas en exemple, j'ai commencé avec les travaux publics et la mobilité. Nous sommes prêts, chez Ecolo, à donner des mandats un peu étiquetés « homme » à des femmes. Un autre exemple actuel : nous avons un projet final de transmission écologique et des espaces verts, on pourrait se dire « c'est un monde d'hommes » et pourtant c'est une femme qui s'en charge. De mon vécu, il n'est pas facile de devoir gérer ce genre de département. C'était même très difficile, parce que ce n'est pas dans la culture de l'administration d'avoir des


femmes à la tête de ce genre d'échevinat. J'y suis arrivée en 2006 et je me suis trouvée devant des techniciens qui étaient dans l'administration depuis longtemps, des ingénieurs, et ils ont été pris de court de voir arriver une femme. Il m'a fallu plusieurs années pour obtenir leur confiance, j'en ai vu de toutes les couleurs. Pourtant, j'en ai retrouvé un il y a deux ans qui m'a dit « merci pour tout ce que vous avez fait, parce qu'on n'a jamais eu un échevin comme ça, qui a défendu la cause ». Depuis lors, dans l'administration, une nouvelle génération a pris place dans les

postes de direction de ces études et il y a un vrai changement. Ce qui m'a étonnée dans cette expérience, c'est que la difficulté n'était pas au niveau ouvrier mais au niveau de la hiérarchie, je ne m'y attendais pas.

Approche féministe, approche féminine, y-a-t-il une distinction ? Selon ma propre interprétation, je n'aime pas du tout l'approche féminine, car elle laisse penser que la femme est différente de l'homme, concept auquel je n'adhère pas du tout. Évidemment, la femme n'est pas la même physiquement que l'homme, en général l'homme est plus fort, mais sur les autres plans il n'y a pas de différence, notamment concernant la vision des choses. Certains disent « la femme est moins dans le combat ». Mais c'est faux, il y a des femmes aussi dures

que des hommes et la politique est un monde dur ; je dirais que si nous voulons ne pas en sortir brisées, il faut savoir être dures également. Selon moi, on peut penser que la femme est différente parce que c'est le contexte qui l'a mise dans une différence, c'est le contexte d'avoir été à la maison, d'avoir été mise sur le côté dans la question politique jusque très tard. La femme est vue comme différente de l'homme, mais la femme mise dans le même contexte qu'un homme,



Auteur Jeangagnon 
Licence : CC BY-SA 3.0

notamment dans le contexte politique, n'en est pas différente. Cependant, son vécu l'amène peut-être parfois à penser autrement. Mon expérience personnelle fait que je comprends certaines choses mais ce n'est pas parce que je suis femme que je les comprends, c'est parce que je les ai vécues. Concernant l'approche féministe, je reconnais les luttes des grandes féministes qui ont fait beaucoup de choses et sans lesquelles nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui. Mais il reste beaucoup de combats, et je salue les féministes actuelles qui ont encore beaucoup de choses à faire.

Je voudrais ajouter que le monde a évolué dans les rapports politiques, notamment dans le respect de la femme. Au début de ma carrière, il y avait encore des hommes politiques qui avaient des comportements malvenus avec les femmes. Je recevais des remarques déplacées (pas forcément sexuelles), par exemple « Patricia, qu'est-ce que c'est que ces cheveux ? Une femme ça va chez le coiffeur toutes les semaines ». C'était assez désagréable à entendre. Aujourd'hui, honnêtement, je n'en souffre plus. Mais c'était encore difficile il y a une dizaine d'années. Je sens personnellement une évolution positive au sein des politiciens.

La politique au-delà du genre



**Stéphane
Hazée,**
député wallon
Ecolo

Avant de commencer, je souhaite préciser que je ne parle pas au nom du groupes des hommes qui compose l'humanité, je parle en tant que personne, représentant et parlementaire du groupe Ecolo, et je pense que j'aurai

une parole plus représentative de notre sensibilité plutôt que du groupe des hommes de manière générale.

Dans le champ politique, aboutir à une représentation égale des femmes et des hommes est un enjeu majeur. Égale au sens où les femmes auraient autant de place que les hommes. C'est pour moi une question de principe : les femmes constituent la moitié de l'humanité, même un peu plus, et à ce titre il est légitime qu'elles soient totalement représentées, notamment dans le champ politique. De plus, la société dans laquelle nous vivons est une société où il y a un certain nombre d'inégalités, parfois même des inégalités croissantes, malheureusement, et le clivage homme-femme est déterminant par rapport à cet enjeu. Il y a donc cette nécessité à nos yeux de faire de l'égalité entre hommes et femmes un combat dans tous les secteurs de la société et notamment dans le champ de la représentation politique.

Quand on parle de politique, il arrive que certains évoquent l'apport des femmes en lien avec des qualités qui seraient strictement féminines, avec l'idée notamment d'une façon plus maternelle de faire de la politique. Chaque individu a ses qualités, ses sensibilités, sa personnalité. Sans doute que dans l'absolu, nous pourrions faire des catégories à partir de moyennes, mais relier le genre féminin à des qualités qui seraient féminines et le genre masculin à des qualités qui

seraient masculines me paraît très caricatural. En d'autres termes, la raison pour laquelle les femmes doivent être représentées tient d'abord à une question de principe et à la nécessité qu'une moitié de l'humanité ne soit pas mise de côté. À fortiori, lorsqu'on prend en compte le fait que les femmes sont discriminées par le système patriarcal dans lequel nous nous trouvons encore, ou dont en tous cas nous avons hérité et que nous cherchons à faire évoluer. C'est une raison de plus pour les intégrer davantage dans le champ politique.

Concernant les réactions de la « gent masculine » par rapport à la présence des femmes en politique, il y en a de toutes sortes. Pour ma part, je considère que le combat pour l'égalité H/F doit être mené par les femmes et par les hommes, ensemble. On ne peut pas dire que seules les femmes s'en occupent, car vu qu'on hérite d'un système où elles ont trop peu à dire, alors on allongerait encore le temps nécessaire pour avancer. Donc, clairement, les femmes et les hommes doivent se mobiliser pour ce combat, et, d'ailleurs, un certain nombre d'hommes le sont. Néanmoins, cette mobilisation reste trop faible, et le système patriarcal demeure un héritage qui aboutit à des freins culturels et politiques, précisément dans l'émergence puis dans la concrétisation de ces revendications. À chacune des étapes qui ont été franchies pour pouvoir finalement aboutir à une place aux femmes qui soit égale à celle des hommes, les militants qui ont porté ces causes ont dû faire face à des argumentations qui, fort heureusement apparaissent ensuite comme inappropriées voire totalement délirantes, mais qui néanmoins se reproduisent encore au combat suivant ! Prenons, par exemple, la conquête du droit de vote pour les femmes, atteinte après la deuxième guerre mondiale. À l'époque il y avait des arguments comme « à quoi bon ? Les femmes

vont voter comme leur mari, comme le curé, etc. » Aujourd'hui, dans nos pays européens, cette conquête n'est plus questionnée. Cependant, le même genre d'obstacles a tendance à revenir à l'étape suivante. Par exemple, il y a trois ou quatre ans, au Parlement wallon, nous avons eu des discussions pour garantir par décret la présence d'au moins un tiers de chaque sexe dans les collèges communaux et provinciaux. Nous sommes là loin d'une exigence de moitié mais nous étions alors bien éloigné du tiers, autour de 20%. Malgré cela, la discussion n'avait pas coulé de source, il a fallu plusieurs années pour que le dossier mûrisse et même lorsque nous sommes arrivés au point de concrétisation, plusieurs intervenants avaient des propos comme « à quoi bon ces quotas ? Les femmes devraient pouvoir y arriver par elles-mêmes, etc. ». Le texte était au départ critiqué sur la plupart des bancs et il y avait une certaine polyphonie dans plusieurs groupes politiques. Ma collègue Hélène Ryckmans et moi-même avons alors choisi de le laisser mûrir, et certaines personnes ont fait un travail au sein de leur groupe politique pour conscientiser, sensibiliser, pour faire progresser la cause.



Certaines institutions consultatives ont aussi remis un avis, le texte a été affiné et nous avons abouti deux ans plus tard à un changement assez fort des positionnements, et, au bout du compte, une adoption des textes, quasi à l'unanimité. Les esprits évoluent à force de combats, mais ces esprits évoluent malheureusement trop lentement.

Concernant ces fameux quotas, et c'est un point qui fait le consensus, ceux-ci n'ont jamais été considérés, par personne, comme un nirvana. Ils sont comme une étape, pour pouvoir ouvrir

les portes et percer le plafond de verre qui limite l'accès aux fonctions représentatives, notamment parce que le système politique est caractérisé par un certain conservatisme qui donne prime à la notoriété et donc une prime aux sortants, qui sont au départ majoritairement des hommes. Pour faire émerger de nouvelles figures, et notamment pour pouvoir permettre aux femmes d'avoir la place qui est la leur, nous devons passer par des règles coercitives qui conduiront à un changement progressif.

Cette évolution progressive, en ce qui concerne les enjeux de représentation, s'accélère. J'y vois justement la conséquence de la mise en œuvre de ces règles qui ont permis une présence d'une proportion plus significative des femmes dans le champ politique. C'est d'une certaine manière un cercle vertueux même si trop lent : l'évolution des esprits permet d'adopter certaines règles, et ces règles servent de remparts qu'on ne franchit plus que dans un sens. Et cette part plus importante des femmes dans le champ politique conduit à ce que les choses puissent se déployer plus fortement. Ces revendications jadis portées de façon ultra minoritaire par l'une ou l'autre personnalité deviennent aujourd'hui des causes qui sont portées par des représentants dans les différents groupes politiques. Bien sûr, le combat a souvent été initié par des représentantes féminines, et les hommes mobilisés pouvaient parfois avoir l'impression que ce n'était pas leur place ou en tous cas qu'il fallait laisser ce leadership naturel se déployer, mais l'augmentation de cette mobilisation fait qu'aujourd'hui il y a plus d'hommes et de femmes qui sont impliqués sur cet enjeu.

En même temps, quand on voit encore il y a 6 mois la tentative du président du MR de débarquer soudainement une Ministre en dépit des équilibres entre hommes et femmes (et en dépit du plus élémentaire respect), on voit que ces acquis restent fragiles. Même si le décret qu'Hélène Ryckmans et moi avons initié au Parlement a montré à la fois sa nécessité (malheureusement) et son efficacité (heureusement).

La migrante, aujourd'hui, pour colorer les listes électorales ou plutôt pour faire parler sa spécificité politique ?

Il y a d'abord une question délicate : à partir de quel moment une femme qui s'installe en Belgique reste une migrante ? C'est une question qui pourrait nous mener loin. On peut aussi se demander jusqu'à quel moment une femme considérée comme d'origine étrangère reste d'origine étrangère, alors que par exemple elle est même parfois née en Belgique ? Bref, il faut approcher la question avec beaucoup de sensibilité.

Si je reprends alors la question de la « coloration » des listes électorales, il y a à notre sens une nécessité que les listes électorales soient les plus représentatives, qu'elles soient plurielles, et dans cette pluralité qu'il y ait aussi une place pour les personnes, hommes et femmes, d'origine étrangère (avec les limites du concept comme je l'ai indiqué). Certains peuvent en faire un gadget au sens d'une logique « d'attrape voix » qui ne se traduit pas par la suite dans une volonté politique qui intègre finalement toutes les sensibilités d'une société. D'aucuns pourraient aussi imaginer d'en faire un alibi. Ce n'est pas souhaitable, car à ce moment-là la sincérité de la démarche est mise à mal. À mon sens, repartons du point de départ, il est bon que, dans le choix politique, on ait une pluralité qui intègre aussi les hommes et femmes d'origine étrangère, et peut-être encore d'avantage les



femmes, compte tenu du caractère inégalitaire de la société qui se traduit aussi dans une inégalité pour les personnes d'origine étrangère. Il y a donc une pluralité à rechercher dans le champ politique, c'est à dire dans les institutions, et en amont de cela dès lors sur les listes électorales puisque l'une est la conséquence de l'autre.

Nous étions sur la question homme-femme, pour laquelle toute une série de combats ont pu évoluer. En ce qui concerne la représentation des personnes « d'origine étrangère », nous ne pouvons pas être dans une logique de quotas qui seraient fixés par la législation, ça n'a pas

beaucoup de sens, parce que les quotas sont justifiés et légitimes pour les femmes et les hommes dès le moment où l'on est à deux moitiés de l'humanité. En ce qui concerne des minorités, on peut difficilement agir de cette manière car on se retrouverait dans un système où il faudrait en faire pour d'autres minorités

et travailler par la législation ne me paraît pas être le chemin approprié. Cela veut dire de passer davantage par une logique de sensibilisation, de prise d'initiative, avec dès lors forcément des limites dans l'intention poursuivie. Je peux difficilement généraliser, ce serait imprudent et incorrect, et en même temps je n'ai pas en tête des études qui ont été faites, mais il y en a sans doute. Là-dessus, je fais expression d'humilité.

Y a-t-il une interculturalité dans la concertation politique, surtout celle qui associe les femmes aux hommes ?

Je répondrai à la question en remplaçant « concertation » par « débat » car cela me semble rendre la question plus facile à comprendre.

L'interculturalité, c'est un champ de débats importants, parfois vifs. Différentes sensibilités peuvent s'exprimer précisément sur ces enjeux dans nos institutions mais aussi à l'intérieur même des groupes politiques. Je pense que plusieurs valeurs sont légitimes dans ce débat, mais elles doivent à un moment donné être mises ensemble, connectées ; et dans ce cadre il faut aussi prendre en compte la manière dont la population peut vivre avec ces valeurs, et ce avec une sensibilité importante, parce que ces sujets se prêtent assez vite à la caricature ou à la démagogie. Cela appelle une recherche de sérénité, mais qui n'est pas toujours



possible : lorsque quelqu'un a spécialement envie de faire de la surenchère politicienne à partir de sujets qui opposent les uns aux autres, ce n'est évidemment pas facile. Cela demande beaucoup de finesse et de nuance dans l'approche. En même temps, nous avons aussi des réalités de terrain qui peuvent être parfois extrêmement différentes d'un territoire à l'autre, en tous cas dans notre pays : la situation de Bruxelles est fortement différente de la situation en Wallonie par exemple, et l'intensité avec laquelle des enjeux peuvent-être débattus dans la population est aussi variable. Nous avons parfois des questions qui vivent dans le débat à Bruxelles et que je respecte, et qui viennent en Wallonie avec une résonance tout à fait différente. Là-dessus, il faut continuer à chercher constamment les ingrédients du vivre ensemble

FEMMES,

UNE QUESTION DE TRANSMISSIONS

Garantes de la préservation de valeurs et actrices de changement, les femmes contribuent, par excellence, à la transmission des valeurs de société, de leurs développements et de leurs évolutions.

Ce rôle diffère d'une contrée à l'autre et d'une culture à l'autre et ce, selon la complexité de la société. Dans ce cadre et en toute harmonie avec l'esprit qui domine nos projets et nos espaces de réflexion, notre souhait a été d'associer notre public d'apprenants pour penser et interroger ensemble cette relation entre le féminin et la transmission.

Ces témoignages mettent en lumière la diversité des points de vue et la place que chacun occupe, ou peut occuper, dans la transmission.

Les yeux d'une maman courageuse



Insaf Gourari



Maya : « Maman, j'ai peur de faire ce voyage lointain et affronter la vie sans toi ».

La maman : « Ma chérie regarde-moi bien dans les yeux ! Tu peux rester avec moi toute la vie, cela me ferait plaisir, mais vas-tu laisser tomber tes rêves, tes passions, tes envies de découvrir le monde, apprendre à être forte et à saisir les opportunités ? »

Maya : « Cela n'est pas facile de te quitter maman. Cependant, tes yeux remplis d'amour seront toujours à mes côtés. Ils me protégeront et ils me donneront la force, l'espoir, et la volonté de continuer... »



Tout au long de son parcours, Maya a compris le message que voulait lui transmettre sa maman : pour casser les barrières qui mènent à l'échec il faut affronter ses peurs et comprendre qu'il y aura dans la vie toujours des hauts et des bas, mais il faut toujours résister.

Maintenant, Maya se sent libre, autonome, responsable, envers elle et sa famille.

Et oui ! Je pense que Maya a eu de la chance d'avoir une maman si tendre, compréhensive et en même temps, forte, et raisonnable. Cela me fait mal au cœur d'ailleurs de rencontrer des immigrés de mon pays qui n'ont pas eu assez d'attention et de communication de la part de leurs parents pour qu'ils puissent garder leur identité d'origine



et réussir à s'adapter aux règles et à la culture du pays d'accueil.

C'est pour cela que je suis convaincue que la transmission féminine ou parentale pourrait avoir un impact positif si la mère ou les parents, en général, s'informent sur leurs rôles à jouer. De cette façon, l'enfant pourra recevoir une éducation bienveillante. Cela assure à l'enfant la stabilité et l'équilibre.

Si un jour, j'ai la chance d'avoir un enfant, je lui apprendrai à voler de ses propres ailes et à voir la beauté du monde en haut, comme un joli oiseau. Je lui dirai qu'il ne doit pas oublier sa mission « il doit voler et aider les autres à voler ».

Femmes, un rôle essentiel dans la construction de la société



**Mansour
Mansour**

Je pense que nous pouvons apprendre beaucoup des femmes. Elles peuvent aider à résoudre des problèmes de notre société. Les problèmes liés aux droits des femmes

tels que l'égalité des genres, la libération des femmes, sont des problèmes qui touchent à l'intérêt de toute la société car les femmes ont la plus grande influence sur l'éducation des enfants. Je pense que de manière générale, les femmes sont plus proches des enfants. Dans beaucoup de pays, les femmes s'occupent beaucoup des enfants en plus de leur travail.

Je crois qu'un des problèmes auxquels sont confrontées les femmes, est qu'il y a une sorte d'aliénation qui se forme chez certaines femmes. En raison de la pression sociale qu'elles subissent, de l'éducation qu'elles ont reçue et de la mentalité de notre société, elles deviennent elles-mêmes un catalyseur de l'oppression des femmes. Ensuite, elles transmettent à leurs enfants cette mentalité qui s'oppose à l'amélioration de la position des femmes.

D'un autre côté, je pense que l'empathie est une chose très importante que nous pouvons

apprendre des femmes et qu'il faut transmettre aux enfants. Les femmes sont les plus capables d'empathie parce que la sympathie nécessite une grande énergie psychologique, et les femmes ont bien sûr plus d'énergie psychologique que les hommes, et le monde a plus besoin de sympathie que toute autre chose.

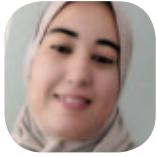
Je pense que la Belgique est un pays avancé dans le domaine des droits des femmes. Cependant, la condition des femmes reste mauvaise dans de nombreuses régions du monde, ce qui affecte négativement le processus de construction des sociétés en général.



Je pense que les sociétés ne bénéficient pas vraiment du flux de la spiritualité féminine comme il se doit, pour sortir les sociétés de l'arrogance, et cela conduit le monde à l'abîme.

Le monde est dans une mauvaise situation et les valeurs matérielles comme l'argent priment sur le reste. Il n'y a pas d'équilibre entre les valeurs matérielles et les valeurs morales. Il faudrait apprendre et transmettre certaines valeurs morales véhiculées surtout par les femmes.

Transmission, entre savoir-faire traditionnels et gestion du quotidien



Zahra Baha

La société humaine est un champ fertile d'interactions et d'échanges entre ses différentes composantes et qui fonctionne comme un tout. Ces échanges

prennent plusieurs aspects, je vais essayer de les développer à travers ce texte sur le savoir qui m'a été transmis par mon entourage en général et celui dit « féminin » en particulier. Aussi, je parlerai de mon propre projet de transmission, de mes acquis à ma descendance.

Comme toutes les filles de mon village natal, au sud du Maroc, j'étais dès ma naissance, et durant toute mon enfance, ainsi que mon adolescence, plus proche de ma mère, qui m'avait appris des valeurs et des savoirs de ma société berbère très conservatrice : des savoir-faire et des savoir-être. Ainsi, elle m'a appris la cuisine marocaine, les différentes tâches ménagères, les techniques d'élevage des animaux domestiques. Elle m'a transmis aussi les recettes des tisanes ancestrales et les différentes manières de monter et d'utiliser nos bijoux pour différentes cérémonies. Mes sœurs, surtout les aînées, m'ont appris à coudre, à préparer et à utiliser l'essentiel des cosmétiques artisanales de chez nous. En dehors du cercle familial, quelques-unes de mes voisines arabophones m'ont appris l'arabe (dialecte marocain), de même que mon amie belge actuelle m'aide à apprendre le français, en parallèle avec mes études à Carrefour des Cultures.



Mon père m'a transmis plus de valeurs que de savoirs puisqu'il travaillait loin de chez nous, en France. Et même pendant ses vacances, il avait l'habitude de rester à distance. Il m'a appris le sens de l'honnêteté, de la persévérance et de la compétence.

Je suis reconnaissante aujourd'hui envers ceux, et surtout celles, qui m'ont appris à cuisiner, à gérer le quotidien de mon foyer, à soulager mes maux et ceux de ma famille grâce à nos recettes ancestrales, sans oublier mes amies qui m'ont appris l'arabe, et celles qui continuent à m'enseigner le français.

Par conséquent, je pense que la transmission du savoir féminin dans ma société, et aussi en Belgique, est importante puisque beaucoup de recettes et de savoir-faire ménagers sont issus des mamans et des grands-mères. C'est pour cela que je veillerai aussi à transmettre le savoir qui m'a été transmis à ma descendance.

Par ailleurs, si la transmission du savoir féminin est toujours à l'œuvre, jusqu'à présent, je pense que son étendue est en décadence, à cause du mode de vie actuel où la femme, tout comme l'homme, prend de plus en plus sa place dans le monde du travail, et cède progressivement la tâche d'éducation des enfants à d'autres acteurs institutionnels.

De la violence à la bienveillance



Karima Zahir

Sans entrer trop dans les détails, je dirais que j'ai appris beaucoup de mauvaises choses de mon entourage féminin. J'ai surtout appris ce qu'était la violence gratuite :

j'ai reçu des gifles, des coups de ceinture ou de balai. On me disait que c'était pour que j'apprenne, que c'était pour mon bien.

L'exemple de mon entourage masculin n'est pas mieux. La violence subie par les enfants était reçue par les mères. Mon père travaillait dans une usine en France et revenait seulement un mois au Maroc pendant les vacances. À chaque fois, je ressentais son départ comme une sorte de rupture, de blessure. J'étais très fusionnelle avec mon père. Même si, parfois, ce n'était pas facile car il buvait beaucoup. Un jour, il n'est tout simplement plus venu nous voir.

Dans les deux cas, c'était la violence qui primait. Il y avait aussi des infidélités, des abandons comme celui de mon père... Tout cela me rendait triste. Je n'ai, d'ailleurs, plus de contact avec mes parents.

Cependant, je pense que la transmission par le féminin est importante et utile. Elle va structurer le futur de mes enfants. Elle m'a, aussi, structurée même si j'ai continué à suivre mon propre chemin.

Par ailleurs, je veux transmettre à mes enfants le contraire de ce qu'on m'a appris. Je veux leur transmettre tout ce que l'on ne m'a pas donné ni transmis, tel que la gentillesse. Par exemple, quand ma fille m'a annoncé qu'elle avait ses règles, je ne l'ai pas offensée. J'étais contente, nous avons même fait une petite «fête». Je lui ai expliqué ce qu'elle devait faire. Je n'ai pas eu cette chance. Pour ma part, je n'ai rien dit à ma mère pendant deux ans. J'avais tellement peur de sa réaction et de recevoir des insultes. Je suis allée voir la maman d'une amie. Un autre exemple : ma fille a 27 ans et elle n'a jamais reçu de gifles de ma part. Alors que durant mon enfance, j'ai reçu beaucoup de claques.



Je pense, également, transmettre à mes enfants quelques valeurs, des choses de base comme la politesse, aider leurs enfants pour faire les devoirs, être derrière eux pour les corriger, mais aussi, faire les clowns quand on le souhaite...

Je ne sais pas si la transmission par le féminin en Belgique et dans mon pays sont importantes. On ne peut pas comparer ces deux pays. Il y a des habitudes et des coutumes différentes. Par exemple, au Maroc, les gens trouvent honteux qu'une fille raconte ses secrets à sa mère.

Retrouver le chemin des rites de passage



Esther Napoli

Pour ma part, c'est une question pour laquelle il m'est un peu difficile de répondre. Je ne me la suis jamais vraiment posée. Quand je pense à la transmission,

je pense surtout à ce que j'ai appris durant ma scolarité. Je repense à mes cours d'université.

Je ne me suis jamais vraiment interrogée sur ce que ma mère et mon entourage féminin m'avaient transmis. Peut-être ne me suis-je pas rendu compte, non plus, de tout ce qu'ils m'ont appris. Peut-être que ces choses font partie de moi.

Cependant, si je dois répondre à cette question, je dirais que j'ai, surtout, reçu des valeurs en héritage, des savoirs et savoir-faire sur les choses de la vie, sur ce qu'on n'apprend pas sur les bancs de l'école.

Ce sont des valeurs comme le partage, le respect de chacun et l'entraide qui m'ont été transmises. Aussi, mon entourage, féminin et masculin, m'a toujours soutenue et poussée à entreprendre de nouvelles choses. Il m'a, aussi, appris à toujours aller de l'avant malgré les aléas de la vie. Il m'a enseigné à sortir de ma bulle, de ma zone de confort pour découvrir et tenter de nouvelles expériences.

Si, un jour, j'ai des enfants, ce sont toutes ces valeurs que j'aimerais leur transmettre. Aussi, je souhaiterais leur donner quelques conseils, les aiguiller : sur leur route, ils rencontreront des personnes qui les aideront et les pousseront vers le haut. Ils croiseront, aussi, des gens qui les abaisseront. Tout cela fait partie de la vie.

Je leur dirais, également, qu'ils doivent rester eux-mêmes et ne pas essayer de changer pour plaire aux autres. Je leur conseillerais de faire toujours ce qu'ils aiment, mais que cela n'ait pas d'impact négatif sur les autres personnes.

Enfin, je les inciterais à découvrir le monde et à voyager, à aller à la rencontre de l'autre et à découvrir d'autres cultures et d'autres manières de penser.

Pour moi, la transmission, qu'elle soit par le féminin ou le masculin, est importante si elle se veut positive, si elle transmet des valeurs ou savoirs qui permettent à chacun de s'épanouir.



Cependant, j'ai l'impression que certains savoirs et savoir-faire se sont perdus au fil du temps. Dans certaines sociétés, les garçons ou les filles, dès leur plus jeune âge, passent leur journée avec leur entourage féminin pour les filles et leur entourage masculin pour les garçons. De cette façon, les savoirs et les valeurs de leur société leur sont transmis. Les filles apprennent, principalement, les règles du maternage. Les garçons apprennent à devenir des hommes. Tout cela aide les jeunes à passer à l'âge adulte. Dans notre société actuelle, il n'y a pas ce rite de passage à l'âge adulte qui servait à la transmission de savoirs ancestraux.



AUX DÉLICES DES CULTURES

« Depuis les romains, on nous répète qu'on ne discute pas des goûts et des couleurs.

À Carrefour des Cultures, on pense le contraire.

Discutons de la couleur de nos goûts, partageons nos approches, découvrons ensemble des saveurs nouvelles...

C'est en allant à la rencontre de l'autre au travers de ses choix que les délices se dévoilent. »

CULTURES CULINAIRES :

LE GOÛT DES COMPLICITÉS

Quand on parle de culture et d'échanges culturels, on pense souvent à l'alimentation. En effet, l'alimentation est un marqueur culturel fort. Elle est représentative d'un endroit du monde et de ses habitants. Par ailleurs, c'est aussi un marqueur de notre identité. Nos habitudes alimentaires nous définissent, elles évoluent au fil de notre vie, en fonction de notre environnement, des rencontres que l'on fait, des régions que nous habitons. L'alimentation est donc le lieu privilégié de l'interculturalité. Avec les échanges entre les peuples, les ingrédients d'ailleurs et de là-bas se rencontrent et invitent à la création de nouveaux plats, de nouvelles habitudes alimentaires.

En classe, les participants de nos cours expliquent ce qu'ils mangeaient quand ils étaient enfants dans leur pays d'origine et comment leur alimentation s'est modifiée à leur arrivée en Belgique. Viandes, épices, fruits et légumes ne sont pas les mêmes ici et là où ils ont vécu. Des histoires de temps qui changent, des histoires d'adaptation, un exemple d'interculturalité.

Quand elle était enfant, **Saïda** mangeait peu de viande, beaucoup de légumes et des céréales. Elle dit que son alimentation a changé, la viande occupe une grande place de son assiette aujourd'hui, par exemple, le poulet rôti, plat rare dans l'enfance est devenu quelque chose d'assez commun. Le poulet rôti, classique de la cuisine française a probablement fait son apparition à Djibouti pendant la colonisation.



À Djibouti et en Somalie, il est commun de manger des chèvres. Ce n'est pas facile de trouver de la viande de chèvre en Belgique. La plupart d'entre elles sont élevées pour leur lait et peu finissent sur l'étal des bouchers.

Les apprenants ont été très étonnés quand je leur ai expliqué que l'on mangeait de la viande de cheval. Enfin, pas tout le monde, ça ne fait pas partie de toutes les traditions culinaires familiales, mais on peut en trouver dans la plupart des boucheries, voire au supermarché.

Par ailleurs, nous, occidentaux, sommes souvent étonnés voire dégoutés de savoir qu'au Pérou ou en Équateur, le cochon d'Inde fait partie des plats traditionnels.

Nous nous sommes rendu compte que le lapin est un animal que nous mangeons dans différents pays, par contre, la manière de le préparer est très différente. En Belgique, il se mange souvent avec des pruneaux, avec une sauce à la bière, ou à la moutarde. Au Maroc, il existe un tajine de lapin avec des raisins secs et des oignons. En Italie également le lapin est souvent cuisiné, des arômes d'ail, de vin blanc, de romarin et parfois de tomates viennent l'apprêter.

Nous avons aussi évoqué les condiments en classe. Pour **Alfred**, la moutarde ne vaut pas la peine. Elle n'est destinée qu'à être mangée au fastfood. Voilà qui choquerait un dijonnais ou un membre de la famille Bister... En effet, la moutarde est un ingrédient de base des cuisines

belge et française et cette version de la moutarde n'a rien à voir avec celle des fast-foods.

Nous mangeons finalement ce à quoi nous avons été habitués. Qui serait bien capable de reconnaître le poulet du chien les yeux fermés ou l'escargot du bulot s'ils sont préparés de la même manière ?

Cependant, nos papilles gustatives sont souvent conditionnées pour apprécier certains types de saveurs, soit que nous les avons habituées consciemment à apprécier davantage certaines d'entre elles, soit que les plats quotidiens nous ont forgés.

Par exemple, quand il était enfant, **Mansour** aimait beaucoup les bonbons, les biscuits. Aujourd'hui, il trouve que le sucre n'est pas bon pour la santé et n'en mange presque plus. Il se tourne plus volontiers vers les plats salés. Ou encore, les amis érythréens d'**Esther** n'aiment pas les plats sucrés. Croyant leur faire plaisir, sa maman leur avait préparé un gâteau d'anniversaire. Le plat n'a pas du tout eu le succès escompté, tout comme les pancakes qu'**Esther** a préparés un matin.

Reste le piquant. Certes ce n'est pas une saveur, mais certains y sont plus habitués que d'autres. Il est effectivement de notoriété publique que les palais occidentaux ne sont pas très éduqués au piquant. **Esther** en a fait les frais lors de son stage en Italie. En effet, deux ragazzi originaires du Ghana lui avaient préparé un plat typique de leur pays. Il s'agissait d'une sorte de boule de farine et de beurre entourée de sauce rouge. Ses camarades insistaient pour qu'elle goûte la sauce, ce qu'elle a fait. La sauce était extrêmement

pimentée. Elle a fini par aller cracher sa bouchée dans les toilettes. Une apprenante thaïlandaise préparait des plats sans piment pour les partager avec ses camarades. Elle savait que même la version la moins piquante était trop forte pour nos palais. Nous avons tout de même une fois goûté une pointe de piment qu'elle avait apporté et nous en avons pleuré...



Ces constats n'ont rien de nouveau. Mais il est intéressant de remarquer que nous sommes tous dégoutés par ce que quelqu'un d'autre mange et que nous pouvons très facilement passer outre nos haut-le-cœur en étant ouverts, en osant goûter. D'autre part, en échangeant avec des personnes d'autres cultures, nous pouvons aussi voir que nous avons parfois plus de similitudes que nous le pensons. Enfin, nous sommes tous sujets à modifier nos coutumes alimentaires de par nos pérégrinations, en découvrant d'autres cultures, en échangeant avec d'autres personnes, en intégrant de nouveaux légumes, de nouvelles épices, etc. La diversité de notre assiette ne serait finalement que le reflet de la diversité de notre parcours et de notre ouverture au monde.

Alice Bertrand



REGARDS CROISÉS

“Échanger, dialoguer, faire débat et donner sens, un ensemble de réflexes pour nourrir nos savoirs en commun et ériger des actions complémentaires et solidaires.

Dans des moments de joie comme dans des instants d’amertume, partager pour pouvoir transformer.

La mémoire de l’exil ne cesse d’activer nos esprits et faire vagabonder nos imaginaires. Croiser nos regards sur ses secrets.”

MÉMOIRES

DE L'EXIL

Dans cette rubrique, nous croisons les regards de nos étudiants qui vivent éloignés de leur famille. Nous leur avons demandé de raconter comment ils gardent contact avec leur famille restée dans leur pays d'origine. Certains n'ont pas revu leur famille depuis leur départ. Pour ceux-ci, les appels, les messages envoyés et les réseaux sociaux sont les seuls moyens d'entrer en relation avec leurs proches.



**Inna
Pravnychenko**

Je suis en Belgique depuis 10 ans et je suis ukrainienne. Ma famille, c'est ma maman et mon papa. Ils sont très âgés et ils sont restés en Ukraine.

J'ai toujours été très proche de mes parents. Avant, j'habitais avec eux dans notre petit appartement. Je savais tout ce qu'ils pensaient.

Avant la crise sanitaire, je voyageais une fois par an dans mon pays natal pour rendre visite à mes parents. Je passais beaucoup de temps avec eux.

Cependant, en raison de la Covid-19, cela fait deux ans que je n'ai pas revu ma famille. Néanmoins, chaque soir, je contacte mes proches et mes amis par Skype. C'est chouette d'avoir de leur nouvelles et des nouvelles de mon pays, mais parfois le contact tactile (s'embrasser, se prendre dans les bras...) me manque. Pour mes parents, c'est difficile car je suis éloignée et je ne les vois plus tous les jours. Pendant les appels, nous allumons la caméra de nos téléphones pour rendre la communication plus agréable et chaleureuse.

Quand je les appelle, la première chose que je leur demande, c'est comment ils vont, comment

est leur santé, comme s'est passée leur journée. Je leur pose beaucoup de questions pour voir si tout va bien, s'ils ont besoin de quelque chose.



Je leur demande, également, des nouvelles de mon pays et mes parents me posent des questions sur la Belgique. Je leur parle, aussi, de la vie de tous les jours, des cours de français, de mes amis et de ce que je prépare à manger pour mon mari. Je leur parle des bêtes (sangliers, renards, faisans...) qui passent dans notre prairie et qui font des dégâts.

Après la Covid, je pense passer mon permis de conduire pour être plus mobile et peut-être rendre visite à ma famille en Ukraine.



**Habtom
Bokretsiion**

Je suis érythréen et je suis en Belgique depuis deux ans. Toute ma famille est restée dans mon pays d'origine. Je ne les ai pas vu depuis 2014, depuis que je suis parti de mon pays. Tout au long du parcours qui m'a mené en Belgique, je suis toujours resté en contact avec ma famille. Je leur ai tout expliqué, je leur expliquais ma vie. Par exemple, je leur ai raconté qu'en Suisse, j'ai appris à skier et que je courrais beaucoup.

Je reste en contact avec ma famille par téléphone. C'est souvent mon père que j'appelle pour avoir des nouvelles de toute la famille. Je les contacte deux fois par mois car dans mon pays la connexion internet n'est pas bonne. C'est pourquoi, je ne peux pas les appeler tous les jours. Je suis aussi occupé avec mes différentes formations et je n'ai pas toujours le temps de les appeler.

Quand je les appelle, je suis content. Ces communications avec ma famille sont très importantes pour moi. Je prends des nouvelles de ma famille et de mon pays. Je leur explique ma nouvelle vie en Belgique. Je leur dis que je suis des cours de français et que, bientôt, je ferai une formation en électricité.



Parfois, je suis triste car cela fait longtemps que je ne les ai pas vu. En raison de la mauvaise connexion dans mon pays, je ne peux pas recevoir des photos de ma famille ni envoyer des photos.

Après la Covid et quand j'aurai fini ma formation en électricité, je pense aller au Soudan pour rendre visite à ma famille. Je suis réfugié et je ne peux pas retourner dans mon pays. Je dois donc voir ma famille dans un autre pays.

J'ai aussi une « famille belge ». Ce sont des personnes que j'ai rencontrées en Belgique et qui m'ont aidé. Ces personnes sont devenues comme une famille pour moi. Je les contacte tous les jours. Ils continuent de m'aider pour les choses de la vie : trouver une formation, remplir des documents administratifs...

J'allais souvent dans ma famille « belge » pour passer quelques jours mais avec le coronavirus, cela n'est plus possible. Maintenant, j'habite dans un studio à Namur et c'est ma famille qui vient me voir. Je suis très content et fier d'avoir une famille en Belgique. Ma famille est très sympathique et gentille avec moi. Ma famille belge est toujours avec moi, à mes côtés.

**Xavier Siliezar**

Je viens du Salvador et je suis en Belgique depuis 2 ans et 3 mois. Ma femme, ma fille et mon grand frère habitent également Belgique.

Mes parents et mon frère du milieu sont dans mon pays. Je ne les ai pas revus depuis que je suis arrivé en Belgique.

Pour rester en contact avec ma famille j'utilise Messenger. C'est surtout, mon père que je contacte pour savoir ce qui se passe dans mon pays et pour avoir des nouvelles de mes proches. Je les contacte deux fois par semaine seulement car ils travaillent et ont des horaires différents. Il y a aussi 8h de décalage entre la Belgique et mon pays natal.

Pendant nos appels, nous parlons de ce qui se passe au Salvador en ce qui concerne la politique.

Par exemple, nous avons parlé des élections des députés qui ont eu lieu le mois dernier au Salvador. Nous parlons aussi de la situation actuelle avec le coronavirus et de ce qu'ils font pendant le confinement.

Ces moments sont très importants pour moi. Cela me permet de savoir si ma famille est en bonne santé ou pas. Je leur parle, je vois qu'ils vont bien et qu'ils sont heureux.

C'est également important car ma famille voit que je vais bien et sait que je suis heureux en Belgique avec ma femme et ma fille. Je leur explique notre vie en Belgique, que nous étudions le français, que nous commençons à comprendre cette langue et que ma fille va à l'école maternelle.

**Adam Osman**

Je m'appelle Adam et j'ai 24 ans. Je viens du Soudan. Je suis en Belgique depuis deux ans. Toute ma famille est restée dans mon pays natal. J'ai vu ma mère pour la

dernière fois lorsque j'avais 16 ans. Au Soudan, je vivais avec mes grands-parents à cause de la guerre au Darfour.

Avant d'arriver en Belgique, je suis passé par l'Italie, la Suisse et la France, pendant ce temps je n'avais pas de contact avec famille. Je suis resté un an en Suisse dans une petite ville où il n'y avait pas une bonne connexion internet, tout comme dans mon pays natal.

Depuis que je suis en Belgique, je contacte toutes les semaines mon frère et mes amis pour avoir des nouvelles de mon entourage. Je ne peux pas les appeler tous les jours car dans mon pays la connexion internet n'est pas bonne.

De temps en temps, le contact avec ma famille me rend nerveux, ils me posent beaucoup de questions : est-ce que tu as eu les papiers ? ...



Mais, je suis content quand je parle avec ma mère. C'est très important pour moi. Ma mère est tout pour moi.

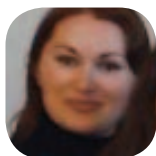
Quand je les appelle je leur demande comment ils vont, comment ça va au travail, comment vont les enfants. Je leur explique ce que je fais en Belgique. Je suis des cours de français et de temps en temps je travaille, je confectionne des masques en tissu.



Ô PAYS BIEN AIMÉ

Située le long de la mer Caspienne, la République du Daghestan fait partie de la fédération de Russie. Elle partage aussi une frontière avec la Géorgie et avec l'Azerbaïdjan. Habitée par de nombreuses ethnies, elle est peu connue au-delà de ses frontières. C'est pourquoi Nouveau SoufFLE a décidé de la mettre en valeur dans ce numéro grâce à la contribution de Mari Suleymanova.

LE DAGHESTAN, PORTE SUR LA MER CASPIENNE



**Mari
Suleymanova**

La République du Daghestan fait partie de la fédération de Russie. Sa capitale est Makhachkala. Cette région est gérée par Moscou. Le

Daghestan est un état laïque. La majeure partie de la population du pays est musulmane.

C'est un pays très ensoleillé. Le climat du Daghestan est modérément humide et très chaud en été. La température peut monter au-delà de 45°C. Le pays est principalement montagneux et bénéficie d'un littoral important le long de la mer Caspienne. Son sous-sol est riche en pétrole, gaz naturel et charbon. Pourtant, la région vit principalement de l'agriculture.



Auteur Suleymannabiev

 Licence : CC BY-SA 4.0



Auteur Jeroencommons,
 Bourrichon

 Licence : CC BY-SA 3.0

La langue officielle est le russe, mais tout le monde parle sa propre langue, car on compte 36 nationalités différentes au Daghestan. Chaque nation a non seulement sa propre langue, mais aussi ses propres coutumes et ses propres traditions, sa propre culture. Ceci était visible notamment dans l'habillement, la musique ou les danses. Cependant, ces traditions tendent à

s'homogénéiser. Parmi les ethnies autochtones du pays, on retrouve les Avars, les Lesghiens, les Lakhs dont Mari fait partie, les Dargins, les Kumyki, les Agultsi, les Routouls, les Tabasarans et les Nogaytsi.

Plusieurs jours fériés ponctuent le calendrier local, par exemple le nouvel an, le 8 mars, jour où l'on célèbre les femmes, le 9 mai, jour de la victoire de 1945 quand la Russie a gagné la guerre et le 8 juillet qui célèbre la famille. Il y a aussi des fêtes religieuses comme Uraza Bayram, la fête de fin du Ramadan ou Novruz dont nous parlerons ci-dessous..

Lors des fêtes nationales, les Lakhs préparent des bonbons traditionnels. Lors des mariages, la musique traditionnelle continue de faire danser les Lakhs au rythme de leurs danses folkloriques. L'une des fêtes importantes de cette nation était Novruz. Elle célébrait le passage de l'hiver au printemps. Auparavant, le point d'orgue de cette fête était le saut au-dessus d'un feu. Aujourd'hui, cette tradition s'est répandue parmi d'autres ethnies et est plutôt d'ordre folklorique. En effet, chaque culture avait ses propres fêtes dans le passé, mais elles tendent à se mélanger et leur célébration à s'harmoniser.



Auteur Jose Luis Cernadas
 Iglesias

 Licence : CC BY 2.0

66



SUR LE CHEMIN DE NOS ACTIVITÉS

“ En ce début de l’année 2021, l’espoir de se rendre actif et d’œuvrer dans le cadre de nos projets, s’est vu perturbé voire inhibé.

Seule, la volonté, nourrie par l’innovation et la création, a permis de faire face, de construire et d’embrasser le chemin de nos activités.

Des cours en hybride au « Printemps au FLECI », Carrefour des Cultures s’efforce d’assurer un contact continu et une imagination éveillée. Une façon de faire fructifier nos manières de faire et d’agir.

”

LA CLASSE HYBRIDE, KESAKO ?

Tout le monde au cours, ce n'est pas possible. La Covid a rendu son prononcé et dicté sa loi. Mais tout le monde tout le temps à la maison, ce n'est ni souhaitable ni praticable.

La solution ? Pour les formateurs et pour les apprenants, c'est la classe hybride. La classe hybride, une innovation pédagogique ou une nécessité temporelle.

Scrutons les regards des formatrices et récoltons les appréciations des apprenants.

Côté formatrices

*La classe hybride,
un lien continu*



Alice Bertrand,
coordinatrice et
formatrice FLE



- Hybride ?
- Oui.
- Comme une voiture ?
- C'est ça, parfois elle fonctionne avec de l'énergie fossile, parfois avec de l'électricité. Enfin, je veux dire, parfois les apprenants sont en classe, parfois ils sont à la maison et se connectent à Zoom. Comme dans l'enseignement secondaire.
- Mmmmmh



Cette conversation, nous ne l'avons pas eue, mais nous aurions pu. Lorsque j'ai prononcé pour la première fois ce terme, « hybride », c'est à peu près l'accueil qu'il a eu. Mais la graine était plantée, elle a germé. On l'envisageait d'abord pour notre groupe B1 qui est plus nombreux que les autres. Puis, les mesures sanitaires recommandant toujours le télétravail et le téléapprentissage, nous nous sommes demandé si ce n'était pas envisageable pour tous les groupes. Cela permettrait de restaurer partiellement le lien

perdu avec certains apprenants, de consolider le lien avec les autres, de toucher tout notre public puisque chacun viendrait au moins une fois par semaine en classe.

Alors, très rapidement nous nous sommes lancés. Il a fallu réorganiser toute notre rentrée pour voir tous les apprenants et leur expliquer le principe, leur communiquer leur horaire présentiel et virtuel.

Les premiers cours étaient loin d'être évidents. Si au bout de deux mois, nous commençons à utiliser facilement notre logiciel de vidéoconférence, la classe hybride est venue considérablement rebattre les cartes. Notre attention allait devoir être divisée entre la classe et Zoom et il fallait d'une manière ou d'une autre rassembler ceux qui étaient là physiquement et ceux qui étaient là virtuellement pour être, le plus possible, une classe.



Il a donc fallu vérifier si nous avions tout le matériel nécessaire : ordinateur, projecteur, haut-parleurs pour chacune des formatrices. En classe, il a fallu installer le matériel et trouver une place physique dans son local pour avoir tout en ligne de mire et rendre la communication la plus fluide possible. L'usage des tableaux blancs a été banni (ou presque), remplacé par des documents Word, PowerPoint ou autre tableau virtuel.

Je ne crois pas exagérer si je dis que je me suis sentie vidée après mes deux premières sessions de cours. La formule hybride allait demander beaucoup d'énergie, plus que le cours en ligne.

L'énergie à déployer pour ce genre de cours est double. D'une part, il faut assurer un cours qualitatif pour les personnes en classe et celles à la maison, mais aussi garder le lien avec toutes les personnes qui, pour une raison ou une autre oubliées de se connecter, ne préviennent pas de leur impossibilité à suivre le cours, ... Je passe beaucoup de temps à envoyer des messages pour avoir des nouvelles et proposer du travail à tout le monde.

Cependant, outre ces difficultés, la classe hybride garde ma préférence par rapport à la classe entièrement à distance. Même si elle ne résout pas entièrement les questions d'accès à l'informatique et de ses laissés-pour-compte, elle tend à inclure tout le monde dans un processus d'apprentissage. Ce n'est pas la panacée, mais certains apprenants ont pu renouer avec le français alors qu'ils avaient dû le laisser de côté faute de moyens numériques.

Par ailleurs, ma manière de donner cours a beaucoup changé. Si auparavant je continuais à donner cours en m'appuyant sur un support papier, j'utilise aujourd'hui le support numérique presque exclusivement. Je construis mes cours dans un power point que je modifie avec eux. Je transmets ce power point à tous les apprenants du groupe sur WhatsApp après le cours. Pour ceux qui le souhaitent, j'imprime ces documents quand ils viennent en classe. Cela m'offre plus de souplesse et permet à ceux qui sont absents d'avoir accès à la matière vue et de travailler selon leurs possibilités.

En conclusion, je suis contente d'avoir tenté cette expérience et les apprenants sont plutôt positifs à son sujet, même si, évidemment, ils préféreraient venir en classe à 100%. Quand on leur demande comment ils trouvent cette formule, ils font tous état des difficultés de l'apprentissage par vidéoconférence. Parmi elles, on retrouve la difficulté de se concentrer sur un petit écran pendant deux heures, les enfants qui interfèrent pendant le cours, une connexion internet instable, le manque de relation avec les autres participants, une communication moins directe, ... Par ailleurs, pour certains, venir en classe constitue une activité qui structure leur journée, c'est une raison pour se lever, s'habiller et sortir.

Cependant, certains voient des avantages à ne pas devoir se déplacer et à être à la maison. Ils sont plus libres de manger, boire un café, fumer. Ils évitent des longs déplacements. Mais, pour les paraphraser, ces avantages ne compensent pas les inconvénients mis en avant précédemment.

La classe hybride, zoom et présentiel en même temps



Esther Napoli,
formatrice FLE

Après un mois d'utilisation de Zoom, je pense que nous étions arrivés au bout de cette méthode. Pour les apprenants et moi, il était devenu difficile de rester concentrés et les cours

manquaient de dynamisme. Peut-être y avait-il une certaine lassitude de ma part et de celles de mes apprenants qui ne demandaient qu'à revenir en classe.

Aussi avec Zoom, il m'était difficile de ne pas avoir de contacts directs avec mes étudiants, de les voir seulement par écran (quand ils mettaient la caméra). Je donnais cours face à des écrans noirs ou en ne voyant que ma tête. Je ne pouvais pas non plus m'assurer de la compréhension de mes apprenants de la matière vue pendant les séances « Zoom ».

Mais, j'avoue qu'au début, j'étais un peu réticente face à la méthode hybride. Je ne voyais pas comment assurer les cours sur Zoom et

en présentiel en même temps. Les premiers jours ne furent pas évidents. Il a fallu un temps d'adaptation. J'oublie quelques fois que j'ai des étudiants sur Zoom et me concentre sur ceux en classe ou inversement.



Cependant, j'étais impatiente de retrouver mes étudiants en classe, de les voir « en vrai » et pas seulement par vidéo. Mon appréhension s'est vite envolée aux contacts de nos étudiants. Ceux-ci étaient également ravis de retrouver leur formatrice et leurs camarades. Car, avec Zoom, ce qui manquait surtout c'était le contact humain, les échanges et les discussions.

La classe hybride, une solution temporaire



**Florence
De Bleekere,**
formatrice FLE

Cela fait maintenant plusieurs mois que nous cherchons à garder contact avec notre public tout en respectant les mesures sanitaires.

La solution d'utiliser la visioconférence fin 2020

avait résolu quelques problèmes mais en posait d'autres : certes, une partie des apprenants était joignable et suivait les cours à distance, mais quid de ceux qui n'avaient pas de matériel ou de connexion internet ? Distribuer des feuilles sans retour n'a servi à rien pour ces derniers cas, et le contact était difficile. En janvier 2021, nous avons pris la décision d'organiser des classes en enseignement « hybride » : une partie de la classe suit le cours sur la plateforme Zoom et une autre, en même temps, est présente dans de vastes locaux. Le formateur anime ainsi le cours à la fois en classe et à la fois sur Zoom. Il se base sur un document commun à tous, facile à suivre en classe comme à la maison et il organise une tournante chez les étudiants pour que tous puissent venir au minimum une fois par semaine en classe.



J'ai à ma charge deux groupes de débutants, et la méthode hybride porte ses fruits. En effet, certains visages ont réapparu ! Des apprenants que je ne

voyais plus faute de matériel ou de connexion ont la possibilité de venir suivre les cours en classe et sont bien présents. De plus, il est plus facile de suivre l'avancement des personnes avec cette méthode : si un exercice a été mal compris, j'ai l'occasion de regarder les feuilles complétées et de rectifier le tir auprès de l'un ou de l'autre. Mon second groupe a commencé les cours en janvier et j'ai devant moi (en classe ou sur écran) des personnes qui débutent. Il est plus facile de suivre leur apprentissage avec la méthode hybride et de pouvoir créer un lien de confiance et d'échanges en les voyant en chair et en os au moins une fois par semaine. Ils sont également assidus, le taux de présence est satisfaisant et permet d'avancer correctement dans la matière.

Cependant, la médaille a son revers... Nous ne sommes pas encore quittes des problèmes liés au matériel informatique, au temps passé à démarrer la séance en s'assurant que tout fonctionne et à l'énergie doublement sollicitée chez les formatrices. De plus, l'esprit de groupe si bénéfique est difficile à instaurer avec cette séparation classe/internet, même si les apprenants ont l'occasion de se croiser, avec le respect des distances ! Le système hybride demande beaucoup de patience et d'énergie du côté des formateurs comme de celui des apprenants et tous n'aspirent qu'à une chose : le retour de tous en classe, pour pouvoir à nouveau se voir, s'adresser directement la parole, se regarder et se sourire derrière le masque. Pour pouvoir apprendre sans crainte d'une coupure de connexion, sans interférences, sans écrans intermédiaires et avec tout le plaisir de se retrouver autour de l'apprentissage du français.

La classe hybride, tout est une question d'adaptation !



Olivia Otte,
formatrice FLE

Depuis 2020 et le début de la pandémie, nous ne cessons d'innover, de créer, d'expérimenter des choses qui fonctionnent plus ou moins, de nous renouveler afin de garder contact avec

nos apprenants et de leur permettre de continuer leur apprentissage du français.

Ainsi, de septembre à décembre, nous avons testé l'enseignement à distance, mais, très vite, nous nous sommes aperçues des limites de cette méthode d'enseignement : le manque de connaissance en informatique de nos élèves, les divers problèmes techniques, l'impossibilité de faire certaines activités complexifiaient tout.

Pour cette raison, nous avons décidé d'essayer une méthode hybride : une partie des étudiants suivraient le cours sur Zoom et une partie viendrait en classe. Notre objectif principal était de permettre à chacun de nos apprenants de venir au moins une fois par semaine en classe.



Les débuts ont été difficiles : il fallait jongler entre la classe et Zoom et essayer d'éviter les temps morts. J'avais le sentiment de donner deux leçons en même temps et de ne pouvoir pleinement me focaliser ni sur les élèves qui étaient sur Zoom ni sur ceux qui étaient en classe. Encore une fois, il a fallu réapprendre à donner cours dans circonstances particulières et s'adapter.

Malgré cette difficulté, pouvoir revoir mes apprenants en chair et os n'a pas de prix ! Nous étions tous contents de nous retrouver sans la barrière de l'écran.

Afin de conserver l'esprit de groupe de la classe, j'ai instauré des petits rituels : les étudiants qui viennent en classe doivent saluer à la caméra ceux qui sont sur Zoom et quand ils s'en vont, ils viennent leur dire au revoir.

Cette méthode hybride est encore loin d'être idéale pour l'apprentissage, mais c'est un réel progrès par rapport aux cours donnés uniquement sur Zoom !

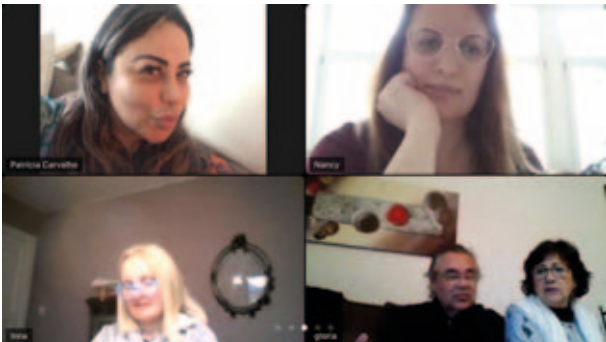
Côté apprenants

*La classe hybride,
efficacité ou nécessité ?*

NANCY DHAHER

L'enseignement hybride était pour moi une solution très appropriée en raison de la pandémie Corona, car c'est une solution saine et adéquate pour réduire les contacts entre les personnes, en plus de nombreux autres avantages en termes de gain de temps et d'efforts.

Ce type d'éducation a créé une sorte d'équilibre social et académique entre l'enseignant et ses élèves, et j'espère que nous travaillerons à le développer car il sera la base du processus éducatif dans le futur.



KHADIJA BENELFAKIR

Je préfère avoir cours à la maison soit par ordinateur ou bien par téléphone. J'apprends beaucoup de mots, de phrases, comment écrire et comment les prononcer. En plus, je suis à l'aise chez moi.

Grâce à Zoom, je vois le professeur et je peux lui parler donc pour moi les cours à la maison, c'est mieux.

INNA PRAVNYCHENKO

Maintenant, nous travaillons en partie avec Zoom à cause de la situation sanitaire. Il y a beaucoup de points positifs.

D'abord, tu ne prends pas beaucoup de temps sur la route. Ensuite, tu peux te connecter par internet avec tes amis. C'est confortable de rester à la maison.

Mais, moi je préfère être dans la classe à Carrefour des Cultures. C'est plus chaleureux, plus amusant et je comprends mieux en classe que sur Zoom parce qu'internet ne marche parfois pas ou il y a beaucoup de bruit et c'est difficile de comprendre. J'espère que les mesures changeront et que nous recommenceront à étudier ensemble le français comme d'habitude.

MARCELA IVARS

Je remercie la technologie car nous pouvons continuer à étudier le français, c'est une chance pour moi, que le cours continue malgré la Covid-19.

Ce n'est pas facile d'assimiler une nouvelle langue mais la continuité, le travail avec le groupe, créent un sentiment d'appartenance et me donnent de l'enthousiasme.

Par moment, j'oublie Zoom parce que je me sens près de mes compagnons.

GLORIA CAICEDO

Je trouve qu'il y a eu beaucoup de changements. Tout notre vie a été modifiée, notre famille, notre travail, le système éducatif, toute notre vie a radicalement changé.

Les relations humaines se perdent... les cours en ligne nous permettent de poursuivre le processus éducatif, mais je trouve que ce n'est pas une solution durable. Il y a beaucoup de personnes qui ont besoin de contact humain et cette situation les affecte sur le plan psychologique. Il y a aussi des personnes qui ne sont pas dérangées par ces mesures... tout est tellement relatif.

EFREM ESEYAS

Pour moi, c'est plus facile de suivre les cours en classe que sur Zoom. Je préfère venir en classe tous les jours car je comprends mieux et je suis mieux les cours.

YAMIRA SUAREZ

Je pense que l'enseignement hybride est une très bonne idée parce que tous les étudiants ne peuvent pas se connecter chez eux. En outre, je pense que l'apprentissage en présentiel est plus rapide.

En ce qui me concerne, je suis contente d'être de nouveau en face de mon professeur : je peux mieux entendre, comprendre l'intonation : c'est plus audible qu'en visioconférence. Parfois, sur Zoom, il m'est très difficile de comprendre mes camarades. Malgré tout, je préfère continuer les cours de cette manière plutôt que d'arrêter mon apprentissage. Je voudrais tout de même retourner à temps plein à l'école et faire des activités variées comme avant.

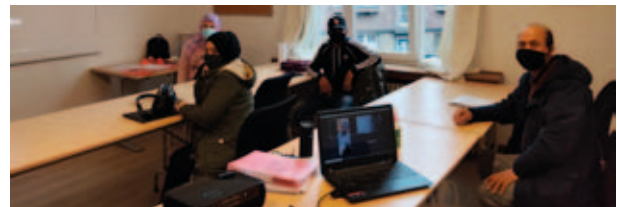
SAFA BENDRIOUCH

Les cours hybride pour moi, restent une bonne idée et une bonne solution pour cette crise sanitaire et pour ce confinement.

Les étudiants en ont assez de rester tout le temps à la maison, alors ils préfèrent sortir un peu et aller à l'école pour changer le rythme.

De l'autre côté, il y a des étudiants qui préfèrent suivre les cours à distance et qui n'ont pas besoin de se déplacer, comme moi. Je préfère toujours utiliser l'application Zoom, je la trouve facile, même si parfois il y a quelques soucis de son ainsi que de connexion, mais on apprend toujours malgré tout.

Même si je préfère rester sur Zoom pour l'instant, j'espère qu'on retournera le plus vite possible à l'école comme avant, parce que c'est difficile aussi pour notre chère professeure.



RAFAEL PEREZ

Cette période de confinement due au coronavirus a changé les règles de presque tout et l'éducation ne fait pas exception. Dans notre école, nous avons adopté le système : 1 jour de cours en présentiel et le reste des jours via Zoom.

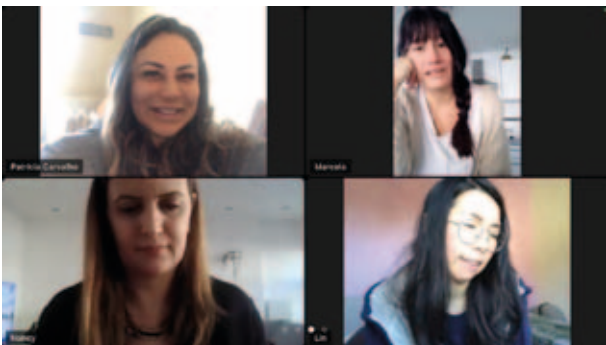
À mon avis, le contact en face à face est très important car il permet une interaction directe entre l'enseignant et l'élève, mais pour des raisons de prévention, nous avons aussi des cours via Zoom. Ce qui est très important, c'est que de cette manière nous respectons les mesures sanitaires. Je suis d'accord avec ce système pour le moment. J'espère que dans un proche avenir, nous reviendrons à la normalité dans nos classes.

PATRICIA CARVALHO

Je suis une personne qui adore sortir, être avec mes amis à Carrefour des Cultures, mais je dois reconnaître que les classes au format hybride nous aident beaucoup et j'ai découvert que j'adorais ce format.

Au début, tout le monde était un peu réticent, mais ensuite tout s'est bien passé. Je pense que mes amis sont plus à l'aise maintenant. J'ai la sensation que nous rigolons plus qu'avant et aussi que tout le monde est dans ma maison. Nous sommes plus intimes maintenant. Le cours à la maison est plus confortable aussi.

Le point négatif de ce format, c'est que pour Olivia et les autres professeures c'est plus difficile, il y a beaucoup de travail pour nous donner cours. C'est plus difficile pour Olivia de contrôler si on comprend bien comme c'est le cas en classe. Parfois il y a des contre-temps comme le réseau internet, les bruits des ordinateurs, etc.



LATIFA UWASE

C'est mieux pour moi de venir en classe tous les jours parce qu'avec Zoom, je n'arrive pas à suivre les cours. Quand je suis en classe, j'arrive à mieux comprendre et suivre les cours.

JING-LIN ZHOU

Un an s'est écoulé pendant la Covid-19. C'est dommage qu'on ne puisse pas revoir nos camarades et nos amis facilement. Comme tout le monde télétravaille chez lui, Carrefour des cultures a décidé de faire ça aussi, les formatrices ont séparé les classes en deux groupes, un pour aller au cours, un autre qui suit le cours sur Zoom.

Pour ma part, je préfère rester chez moi sur Zoom. Pourquoi ? Ma langue maternelle est le mandarin et il n'y a pas d'alphabet. Je ne trouve jamais de mot qui soit similaire au français. Quand les élèves et moi apprenions des nouveaux mots, j'avais du mal à comprendre et j'avais des réactions lentes. Ce sont des choses qui m'ont frustrée. Je n'aime pas que les gens aient besoin d'attendre ma réponse ou devoir les attendre longtemps.

Grâce à la technologie, je me connecte au cours grâce à mon GSM sur Zoom, et j'utilise mon portable pour rechercher les mots dans un dictionnaire. De cette façon, je peux préparer des mots que je n'ai pas compris pendant que les gens parlent. C'était pratique aussi. Même s'il y a souvent trop de bruit et une mauvaise connexion, ce ne sont pas des grands problèmes pour moi. C'est pourquoi, je trouve que c'est beaucoup mieux qu'avant.

FRANCISCO PAREDES

Je suis content d'apprendre le français parce que c'est très important pour moi. Grâce au français, je peux communiquer avec d'autres personnes.

Pour moi, ce n'est pas facile d'apprendre le français et surtout avec Zoom. Quand je suis à la maison, j'ai du mal à comprendre. Je comprends mieux quand je suis en classe. C'est pourquoi, je préfère venir en classe. En plus, j'adore venir à Namur et ma formatrice de français est géniale.

PRINTEMPS au FLECI

Une nouvelle approche pédagogique,
Des ateliers de réflexion et de co-construction,
Des thématiques ouvertes aux débats de société :

*Une dynamique nouvelle pour décliner FLE,
Citoyenneté et Interculturalité*



« Printemps au FLECI » est un concept qui valorise la dimension de projet dans l'apprentissage de la langue française, dans la découverte des cultures et des arts. Autour des ateliers et espaces de réflexion, les thématiques Cinéma, Cuisine, Images, Médias/Nouveau SoufLE favorisent les échanges, mettent en exergue et en débat notre diversité et nos complicités, renforcent les participations et confortent nos connaissances linguistiques.

Cette initiative suscite votre curiosité, votre intérêt ?
Vous souhaitez partager cette nouvelle approche avec nous ?

Carrefour des Cultures est ouvert à toute présence,
tout apport et à toute innovation.

Construisons et transformons ensemble.

Printemps au FLECI, du 19 avril au 25 juin 2021

Plus d'informations : <http://www.carrefourdescultures.org>



QUESTION D'ALTÉRITÉ

“
L'autre dans sa complicité, sa profondeur, ses rêves et réalités est une source inépuisable pour le soi. L'approcher, le connaître et développer avec lui une interaction continue et une co-construction féconde.

Chacun a ses jours et ses fêtes, les partager et les célébrer est une marque de curiosité intéressée.
”

CALENDRIERS ET FÊTES



**Jean-Marie
Delmotte,**
*secrétaire général
de Carrefour des
Cultures*

Depuis l'initiative intitulée « Local commun pour une synergie d'action » portée par l'association belgo-marocaine Marabel Culture & Dialogue et par l'Association des ressortissants congolais

de Namur qui se sont unis pour fonder Carrefour des Cultures, 20 ans se sont écoulés.

2021 c'est donc l'anniversaire de CdC.

« Anniversaire », littéralement « qui revient tous les ans », quel mot conjugue mieux l'idée de fête et de calendrier ?

Carrefour des Cultures est un lieu où l'on a envie de faire la fête toute l'année parce que s'y croisent ceux de Borée rejoints par celles et ceux qui viennent du midi, du levant ou du couchant. Toutes et tous ont des étapes de l'année, des célébrations, des partages différents. Et cela nous a donné l'idée de vous en parler...



« Depuis toujours, les hommes ont éprouvé le besoin de fêter un moment du calendrier (fête du retour du printemps, fête du solstice d'hiver, fête du Nouvel An...), une solennité religieuse (fête de la naissance du Christ, de la fin du Ramadan, Yom Kippour...), un événement historique ou social (fête de la prise de la Bastille, Independence Day aux États Unis...) Ils ont également organisé des

fêtes pour des événements personnels, autour des anniversaires de la naissance, du mariage, de la mort, autour des rites de passage.

Dans tous les cas, la fête est associée à une durée au cours de laquelle on rompt avec le quotidien et avec l'individualisme ou la solitude : on cesse de travailler, on change de vêtements, on se réunit, on mange, on danse, on assiste ou on participe à un spectacle, on décide d'être joyeux ensemble, de se souvenir et de se recueillir ensemble. La fête est alors vécue comme un temps de partage heureux ou douloureux. »¹

« Faire la teuf » dit-on aujourd'hui c'est sortir des contraintes du quotidien parfois de manière excessive. En pleine période de pandémie cela se vérifie très souvent dans les bois bruxellois ou les parcs liégeois...

Si les fêtes sont un héritage du passé (qui est en mesure d'expliquer l'origine des dix jours fériés appliqués en Belgique ? C'est quoi l'assomption ? ...) elles s'adaptent à l'époque (pensons à la fête de la musique, la fête de l'internet, aux festivals...) ou glissent aujourd'hui très souvent dans une vision consumériste comme la Saint-Valentin, la fête des mères, des pères, des grands-parents...



Mais pour faire la fête, il faut en tout cas être plusieurs et pour lancer les invitations il faut choisir une date. C'est facile, direz-vous, il suffit de prendre son calendrier.

¹ Analyse des thèmes : la fête, risques et progrès. V. Bqart, H. Gravier, D. Kieffer, octobre 2006

Oui, mais des calendriers, il y en a beaucoup. Que diriez-vous d'un tour d'horizon des calendriers du monde ?

C'est parti. Dans tout calendrier il faut bien un point de départ... Et si, pour partir à la découverte des différents calendriers, nous jetions un coup d'œil sur les dates de célébration du passage à l'année 2021 ?

D'accord me direz-vous, mais par rapport à quoi ?

Nous vous proposons de prendre comme étalon le calendrier du pays d'accueil, la Belgique. Ce calendrier est dit « grégorien » parce qu'il a été calculé par les jésuites des universités de Salamanque et Coimbra à la demande du pape Grégoire XIII pour corriger les dérives de l'autre calendrier solaire en usage à l'époque, le calendrier « Julien » instauré par Jules César et toujours en usage dans le monde orthodoxe.

C'est ainsi que, sur décisions du Pape, le lendemain du jeudi 4 octobre 1582 est devenu le vendredi 15 octobre et que dix journées humaines se sont effacées de la ligne du temps.

Le début de l'année du calendrier grégorien commence le premier jour du mois de janvier. L'année 2021 est calculée depuis la date supposée de la naissance du Christ.

Pour les musulmans le début de l'année 1443 aura lieu le 10 août suivant en cela le calendrier lunaire dit de l'Hégire. L'Hégire marque le départ de Mahomet et de ses compagnons de la Mecque vers l'oasis de Yathrib, l'ancien nom de Médine, en 622.

Les juifs célèbreront l'an neuf, Roch Achana, le mardi 7 et le mercredi 8 septembre 2021. Il s'agit de l'entrée dans l'année 5782 du calendrier hébraïque. Les festivités débutent dès le lundi 6 au soir, une journée juive commençant après

la tombée de la nuit. Le calendrier hébraïque est luni-solaire. Il se réfère au premier livre de la Bible (la Genèse) qu'il fait débiter en -3761 du calendrier grégorien.



Les bouddhistes de Thaïlande, Laos, Birmanie, Cambodge...célèbrent le début de l'année 2565, le jour de la première pleine lune d'avril, le 27 avril. Leur calendrier se base sur le « parinirvana » (la fin de l'existence physique) du Bouddha en 543 avant Jésus-Christ.

L'année du Buffle de métal 4719 a commencé le 12 février pour les chinois et les vietnamiens.

Le calendrier hindou est un des plus anciens. Il débute en 3102 avant Jésus-Christ et suit des cycles de 60 années, il est le seul à comporter une année zéro et à comptabiliser les années écoulées et pas les années à venir...

Le calendrier persan ou Jalali est en usage en Iran et en Afghanistan. Plus précis que le calendrier grégorien, il s'inspire des calendriers zoroastriens préislamiques. Il vient de commencer l'année 1400.

Ce rapide tour d'horizon de quelques calendriers est bien incomplet. Les humains ont à cet égard fait preuve d'une incroyable capacité d'observation des astres. Savez-vous que l'on a découvert un calendrier gaulois à Coligny chez les Séquanes avec des siècles de trente années ?

Les Égyptiens ont constaté en 4236 avant JC que les crues du Nil correspondaient avec le lever de l'étoile Sôthis (Sirius). Ils ont donc fait débiter l'année de leur calendrier nilotique le 19 juillet.

Il existe un calendrier berbère qui débute avec la fondation, en 950 avant JC de la XVIIe dynastie égyptienne par un chef militaire berbère, Sheshonk.



Mais la palme du calendrier le plus complexe revient probablement au calendrier Maya qui est composé de plusieurs systèmes, un calendrier sacré, un calendrier solaire et un calendrier « long » qui unit les deux autres.

La question que l'on est en droit de se poser est « quel calendrier suivre ? » Ne devons-nous pas nous débarrasser d'une identité figée ? La citoyenneté responsable implique d'abord d'être informé de cette diversité et, face à celle-ci, de faire un choix d'usage qui ne soit en rien dénigrant pour les approches différentes mais qui respecte, inclue et partage dans son cycle de vie les moments festifs des autres cultures.

Sans doute pourrions-nous dans un prochain numéro de « Nouveau SoufFLE » nous pencher davantage sur l'approche sociologique, philosophique, historique, religieuse... de la fête (on appelle cela l'héortologie, du grec héortê, la fête) et passer du Moussem à Hanoukka, d'Halloween à l'Aïd el Kébir, de la Pentecôte à la fête de Ganesh...

Et si tous les apprenants de FLE décidaient d'organiser chaque année leur propre fête interculturelle pour célébrer, à la fin de leurs cours, le début d'un parcours nouveau dans leur pays d'accueil ?



DÉLIRES EN FLE

“
Rubrique destinée à l’expression, au verbe, au mot et à la métaphore. Elle paraphrase leur histoire, leur sens et leur voyage dans les temps et dans les contrées. FLECI, espace de formation et d’information, est par excellence un lieu d’inspiration pour approcher les langues et les cultures et les inviter à un délire qui favorise la confrontation, l’interaction, l’intersection et le mélange.”

ÉCHANGES LINGUISTIQUES, ÉCHANGES HUMAINS

Quand les langues se mélangent et créent du lien



Florence
De Bleekere,
formatrice FLE

Quel est le point commun entre une ambulance, un ananas et un docteur ? Ces trois mots sont utilisés en français mais aussi dans d'autres langues, comme le turc, le bengali, l'arabe ou

le tigrinya. C'est un constat que nous avons fait en classe. En effet, il arrive fréquemment qu'au détour d'une phrase un apprenant s'exclame « moi aussi ! », « dans ma langue aussi, je dis ça ». Curieuse d'en apprendre davantage sur les mots que je partage en tant que formatrice francophone avec mes apprenants, nous avons réalisé un état des lieux de nos connaissances et nous sommes partis à la découverte des uns et des autres en réfléchissant à ces mots « communs ». Quelle belle expérience ! Nombreux sont les mots que nous utilisons tous, ou presque. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, nous avons du commun linguistique, c'est indéniable.

Le travail a été effectué avec deux groupes de débutants, où se mêlent des langues assez différentes : le français de la formatrice, mais aussi l'arabe, le tigrinya, le turc, le dari et le pachto, le farsi, le portugais, l'anglais et le bengali. Avec quelques nuances phonétiques et l'abstraction de l'orthographe, voici quelques mots et réflexions de nos apprenants concernant les mots communs entre leur langue maternelle et le français mais aussi sur les échanges linguistiques en général.

Le mot « ambulance », ce moyen de transport précieux, n'est pas utilisé qu'en français ! En effet, avec quelques modifications phonétiques, nous retrouvons le mot en portugais, en farsi, en turc, en dari ou encore en tigrinya. **Jaheda** nous informe qu'au Bangladesh, on utilise le mot anglais, qui ressemble au français. Pour les arabophones par contre, le mot est différent.

Petit tour du monde :

Nos apprenants parlent :

Anglais au Ghana

Arabe en Syrie, en Irak et en Lybie.

Bengali au Bangladesh

Dari et Pachto en Afghanistan

Farsi en Iran

Portugais au Portugal

Tigrinya en Erythrée

Turc en Turquie

Et que dire pour les sièges que nous avons dans nos salons ? Le français ne manque pas de vocabulaire (dont certains mots sont d'origine étrangère d'ailleurs) : canapé, fauteuil, sofa, divan, ... Cette pléthore de possibilités permet

de créer du commun : on peut utiliser les mots « sofa » et « canapé » en arabe, en bengali et en portugais. **Maryam**, qui parle farsi, dira plutôt « canapé ». Le turc utilisera « divan » ou « canapé ». En Erythrée, on utilisera le mot « salon ».

Et l'image d'une ampoule allumée ? Qu'est-ce que cela évoque ? Le mot « lampe » en farsi, les mots « ampoule » et « lampe » en turc selon **Gönül**, « ampoule » en tigrinya ou encore « néon » en dari nous disent **Marina** et **Zahir**. En arabe viennent « lampe » et « globe », ainsi que « néon » pour **Bouchra** en Syrie. Et pour « docteur » ? On utilise un mot ressemblant en turc, en arabe, en farsi, en anglais et au Bangladesh. **Mohammed** évoque le mot arabe « tabib », qui nous donnera le « toubib » français. Et le téléphone ? Pour ce mot, l'anglais fait son entrée. **Francis** nous dit qu'au Ghana il existe beaucoup de mots : « téléphone » mais aussi « mobile » ou « callphone », dont certains sont utilisés dans d'autres pays comme au Bangladesh, en Iran et en Syrie, entre autres.



D'un point de vue culinaire, le mot « café » fait presque l'unanimité (l'arabe lui préfère un autre mot nous explique Ali) ; le « kiwi » et l'« ananas » sont aussi utilisés hors du pays. Quant au Yaourt, **Hawda** et **Naser**, qui viennent de Libye, utilisent aussi ce mot (ce qui n'est pas le cas des autres arabophones). Plus étonnant : l'omelette. En effet, le plat comme le mot sont utilisés un peu partout : **Maria Graça** l'utilise en portugais, on



l'entend également en bengali et en farsi. On dit également ce mot en Syrie et en Turquie. **Hawda** le prononcera sans le « t » en Lybie. On dit « fraise » en Syrie nous dit **Bouchra**, à l'étonnement des autres arabophones.

Une photo d'escalier amène le mot « scala » utilisé en Erythrée, « comme en italien » explique **Bereket**, « les Italiens sont venus en Erythrée, des mots italiens sont utilisés dans le pays aujourd'hui ». Par ailleurs, **Jaheda** évoque l'influence de l'occupation anglaise dans son pays, le Bangladesh : « on utilise beaucoup de mots anglais avec le bengali » nous confie-t-elle.



Le robinet est ouvert, les apprenants ne s'arrêtent plus... **Omar** dresse une liste de mémoire de mots partagés entre le français et l'arabe : télévision, pantalon, balcon, bus, piano et guitare. Ces mots sont aussi souvent utilisés dans les autres langues. Le balcon évoquera « véranda » dans la langue portugaise de **Maria Graça**, mot partagé avec **Omar**. On dira plutôt « autobus » en turc... nous restons proches du français, mais aussi du dari ou du tigrinya. En restant dans les transports, le mot « bicyclette » est évoqué, utilisé en Belgique mais aussi en Irak, sous l'influence de l'anglais nous dit **Ali**. On dira plutôt « picyclette » en turc,

avec un « p », **Gönül** est d'ailleurs surprise d'une telle ressemblance... « mais on dit aussi vélo en français non ? je ne savais pas pour bicyclette ! ». En tigrinya c'est « cicle » qui prime. **Ali** nous explique en souriant que le prénom français « Sylvie » lui rappelle un mot arabe qui signifie « le frère de ma femme », pas vraiment la même chose concluons-nous en riant. On cite le mot « chicha » partagé entre l'arabe et le français. **Marina** sourit car, pour elle, en dari, « chicha » c'est la vitre de la fenêtre.



Quels furent les bénéfices de ces échanges ? Les apprenants font un retour positif de l'animation, et les bénéfices de cet atelier linguistique sont multiples, pour la formatrice aussi bien que pour les participants. Nous avons avant tout travaillé du vocabulaire français, découvert des mots du quotidien. Cela a permis de découvrir qu'il y a du commun entre nous et que nous n'étions pas forcément au courant. Quel plaisir d'apprendre que

l'on partage quelque chose avec des personnes de pays parfois très éloignés. L'exercice nous a donné l'occasion de faire plus ample connaissance et de s'exprimer sur les habitudes langagières des uns

et des autres. Cela nous a amené à une réflexion linguistique, même avec des personnes de niveau débutant : d'où viennent les langues ? Comment se forment-elles ? Quels sont les échanges ? Ce fut l'occasion d'évoquer les médias, la mondialisation, le commerce mais aussi la colonisation. Le dernier

bénéfice que je citerai, et non des moindres, a été de les décomplexer sur leur pratique du français. En effet, je me suis prêtée au jeu et j'ai tenté de prononcer des mots en arabe, en turc, en dari, en bengali ou encore en tigrinya... et ce n'était pas souvent probant ! Les apprenants ont été quelques minutes professeurs et ce changement de rôles a permis de rire gentiment et de se mettre à la place des uns et des autres.

Déjà parus...

2020

N°8, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication

N°7, À l'heure du confinement

N°6, Religion, le Soi et l'Altérité

2019

N°5, Une attestation pour une intégration

2018

N°4, Politique d'intégration

N°3, L'ISP à Carrefour des Cultures

2017

N°2, Croix-Rouge, un temps pour l'exil

N°1, Avec et autour de notre diversité



Dernier numéro

Disponibles sur notre site internet :
www.carrefourdescultures.org

Nos espaces de formation et nos services

Français Langue Étrangère

Modules semestriels

Groupes de niveaux (A1.1, A1.2, A2 et B1) et
Tables de conversation

Des espaces qui favorisent l'expression, la
réflexion et la construction en commun

Renseignements : Alice BERTRAND : 081 23 94 50

Formation à l'Intégration Citoyenne

Espace formation/information

Ateliers de réflexion, de débat, d'idées et de
diversité d'approches

Modules intensifs ou longs

Renseignements : Tarek HOUMIMI : 081 23 94 55

Accompagnement social et juridique

Permanences :

Mardi, mercredi et jeudi de 13h à 16h

Renseignements :

Tarek HOUMIMI (assistant social) : 081 23 94 55



CarrefourdesCultures
Des singularités
pour une citoyenneté plurielle

20 réflexions
actions
ans partages
diffusions

Notre engagement :
un CDI

Citoyenneté
Démocratie
Interculturalité